

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
23 JUN 1976

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

L'Italie était en crise. Elle a voté. Mais la crise continue. Faudra-t-il un nouveau vote ? Cette question tout le monde se la pose après les résultats des élections qui n'a fait que confirmer la force grandissante du mouvement ouvrier et l'incapacité où se trouve la bourgeoisie de se sortir de l'impasse en utilisant le jeu normal des institutions qu'elle s'est données. La polarisation des forces politiques, qui est apparue avant-hier, est le reflet d'un phénomène européen. La crise du système capitaliste et la remontée des luttes ouvrières tendent à clarifier de plus en plus le terrain électoral aux dépens de toutes les petites dépendances. Des grands affrontements de classe qui se préparent en Europe forcent la classe ouvrière et la bourgeoisie à voter utile sans trop se soucier du contenu programmatique des partis en qui elles se reconnaissent.

Mais aujourd'hui rien n'est réglé, l'ensemble du système politique italien se trouve paralysé, la démocratie parlementaire bourgeoise a fait son temps. En France, la grande bourgeoisie lui a réglé son compte par le coup d'Etat militaire de 1958 et l'installation d'un « nouvel Etat fort » où les principales décisions sont prises dans des cercles restreints extérieurs au Parlement. En Italie, la grande bourgeoisie confrontée à un puissant mouvement ouvrier, n'a pas réussi jusqu'à présent à briser un vieux système parlementaire moribond qu'aucune classe ne veut ou ne peut achever. Une chose est désormais certaine, seul le PCI est capable de prolonger cette agonie en participant au gouvernement aux côtés de la bourgeoisie. Et pour cela, toutes les garanties ont été données. En aucun cas il n'envisage de balayer la vieille société capitaliste, le socialisme est rejeté dans un avenir indéfinissable. Un socialisme au reste assez curieux, puisque Berlinguer a fait le choix de la construire sous la protection des forces contre-révolutionnaires de l'OTAN, plutôt qu'en comptant sur la vigilance des travailleurs face à une éventuelle agression.

Il faudra vraisemblablement plusieurs mois de convulsions pour qu'une fraction de la classe dirigeante accepte de partager le pouvoir avec le PCI, en espérant que celui-ci se montra capable de mater une classe ouvrière qui risque de ne pas rester longtemps l'arme au pied. A l'étape présente les travailleurs n'ont d'autres solutions que de se mobiliser et d'engager la lutte pour la mise sur pied d'un gouvernement PC-PS excluant tout représentant de la bourgeoisie. Cette bataille se heurtera à la direction du PCI qui, quelque peu gêné par sa victoire, ne veut pas se laisser entraîner dans une dynamique d'affrontement avec la bourgeoisie. Certes, un tel gouvernement PC-PS ne construira pas le socialisme, il permettra au moins aux travailleurs de demander des comptes à leurs partis qui ne pourront plus justifier leur politique de collaboration de classes au nom d'une alliance gouvernementale avec les partis bourgeois.

Alain Krivine

ITALIE

GOUVERNEMENT A PRENDRE

L'EUROPE ROUGE, L'ESPACE D'UNE NUIT...

Dès 17 Heures dans le centre, les embouteillages sont indescriptibles. Les sièges des différents partis politiques se trouvent tous dans un rayon limité : la DC Piazza del Gesù, le PSI Via del Corso, le PCI Via delle Botteghe Oscure, le PSDI Piazza della Colona. A deux pas aussi on a la Piazza Farnèse, rendez-vous habituel de l'extrême-gauche. Si les locaux des partis de droite sont gardés par des forces impressionnantes de policiers et de carabinieri, ce sont les militants qui affluent, dès la fin de l'après-midi, en masse vers les rendez-vous de leurs partis. La

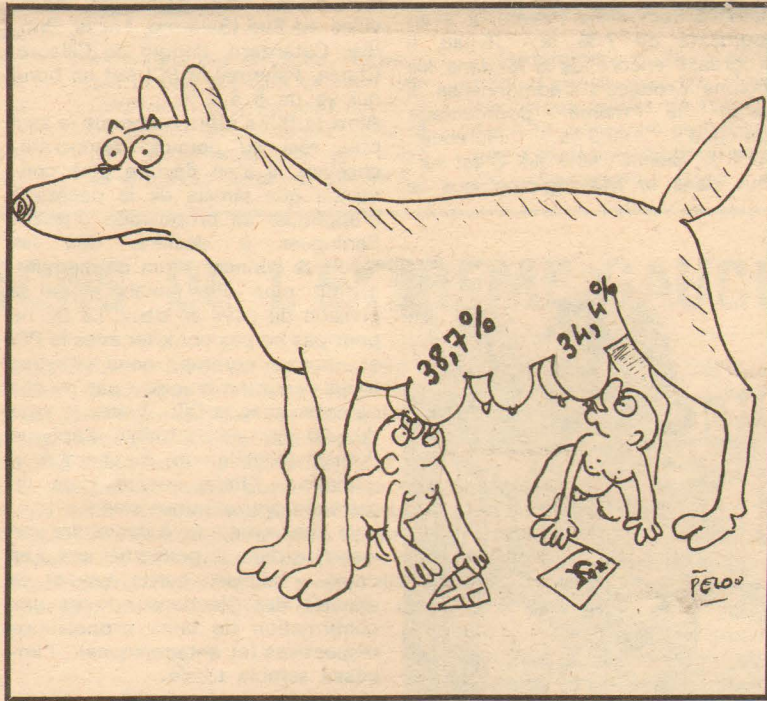
rue des Botteghe Oscure est coupée à la circulation et un grand écran blanc est dressé au milieu sur lequel sont reproduits les résultats. Piazza Farnèse, dès 18 Heures, les différents groupes d'extrême-gauche sont présents. Radio Cita Futura et une coordination des radios libres de la capitale ont organisé la retransmission des résultats et des « intermèdes » musicaux. Des stands de nourriture et de boissons sont également dressés. Très vite entre les « boutiques obscures » et la Farnèse c'est un flot humain de plusieurs

milliers de personnes qui fait le va et vient...

On se fait interpellé de toute part « et le PC, il fait combien ? ». Les bruits les plus fantaisistes circulent « la DC fait 42 % ... mais non c'est le PCI le premier parti ! ». Des résultats partiels sont immédiatement projetés au niveau national. A la manière des instituts de prévision, mais sans les computers cela devient fantaisiste. Ainsi Piazza Farnèse à 9 Heures 30 la gauche avait la majorité absolue. Et chacun de boire pour saluer cela, autour de la fontaine et aux quatre coins de la place. Le poisson grillé embaume et la sono a pas mal de problèmes. Les retrouvailles sont innombrables et de toute façon comme on ne peut pas bouger, on fait connaissance avec ses voisins. Nous sommes quelques militants de la LCR et les discussions s'enclenchent avec les camarades italiens sur la France, l'Europe, Mai 68, le Portugal et l'Espagne qui s'annonce. L'Europe est rouge cette nuit Piazza Farnèse.

Devant le siège du PCI c'est plus sérieux, chaque nouvelle annoncée est entrecoupée de chants populaires et à 1 Heure du matin, sagement on plie l'écran et les militants s'en vont...

Au fur et à mesure que les résultats de l'extrême-gauche sont connus, une certaine mélancolie plane sur la Piazza Farnèse. Mais c'est surtout dans les locaux des organisations d'extrême-gauche que les analyses commencent. Ici, on ne veut se souvenir que de l'avance de la gauche. Vers 2 Heures, la sono a toujours autant de problèmes mais on danse quand même sur la place...



KANAPA REVISE LES THESES

Lors de la réunion du comité central du parti communiste, qui s'est déroulé lundi et mardi à Paris (1), Jean Kanapa responsable aux relations extérieures, a notamment déclaré : « Ce n'est pas nous, ce sont les porte-parole des Etats-Unis et d'autres pays atlantiques qui soulèvent la question de la comptabilité de l'alliance actuelle avec un changement démocratique. Si cela pose problème, un gouvernement français démocratique devrait se déclarer prêt à renégocier des termes de cette alliance si les autres signataires du traité le souhaitent. Ce serait d'ailleurs opportun et de bon sens qu'un quart de siècle après la conclusion du traité dans un mode qui a profondément changé ».

Cette déclaration constitue un net glissement par rapport au texte même du XXIII^e congrès. Celui-ci stipulait : « nous voulons une France libre et souveraine, refusant toute ingérence, pression ou représailles étrangères, indépendantes de tout bloc militaire quel qu'il soit aussi bien de toute stratégie mondiale quelle qu'elle soit ».

Dès lors, Kanapa peut toujours ajouter que les dispositions du programme commun écartent toute réintégration dans l'OTAN seront respectées, le choix de rester dans l'alliance atlantique constitue un tournant qui n'avait jamais encore été exprimé avec autant de clarté.

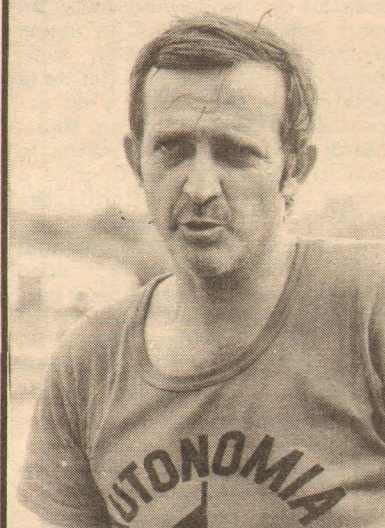
Sans doute, la direction française s'est-elle inspirée des récentes prises de position d'Enrico Berlinguer en faveur du pacte atlantique. Il n'empêche que l'incohérence du réformisme du PC a accepté un traité, signé en 1946 par les puissances occidentales, précisément pour lutter contre « l'ennemi communiste ».

GISCARDA

LONDRES



5 ans de prison dont 3 fermes pour Siméoni



Hier, dès trois heures et demi, la salle d'audience du procès des autonomistes corses était archi-comble tandis que des centaines d'autres corses se pressaient à l'extérieur, faute de n'avoir pas pu trouver de place. Parallèlement, les forces de police et de gendarmerie encerclaient peu à peu le Palais de Justice. A quatre heures et demi, les juges de la Cour de Sûreté de l'Etat faisaient leur entrée. Après une heure de lecture des attendus, le président David donnait le verdict : un an de sursis pour tous les inculpés. Mais, cinq ans dont trois fermes pour Edmond Simeoni, « le chef de la rébellion ». Après quelques minutes de silence total, de fut l'explosion. La salle entière se levait et entonnait « U Columbu », l'hymne national corse. Dehors même réaction.

Ainsi, bafouant les espoirs d'un peuple au nom de la « raison d'Etat », la Cour de Sûreté de l'Etat, donc le pouvoir, a rendu un verdict inacceptable pour tous ceux qui durant ces semaines de procès avaient espéré que les juges se rangeraient du côté de la raison. Il n'en a rien été. Avant la sentence certains avocats expliquaient, que durant ces derniers jours, gendarmes et CRS n'avaient cessé de faire pression « pour que justice soit faite ». En bien, Giscard, Poniatoski et consorts peuvent s'estimer heureux. C'est désormais une population entière qui va exprimer sa colère, sa déception. Et, s'il y a des incidents, si, par malheur, le sang devait à nouveau couler, il ne faudrait pas chercher les responsables très loin. Ce sont eux qui, aujourd'hui encore, nous gouvernent. Ils ont poussé au désespoir la Corse : ils devront en recueillir les fruits.

Gabriel Pietri

interview de Massimo GORLA

premier député
de Democrazia
Prolétaria

ITALIE ! APRES LES ELECTIONS

LE FACE A FACE ITALIEN

De notre envoyée spéciale, Anna Libera

On aura eu, avec les résultats de ces élections, la confirmation de la situation même qui a déclenché la crise gouvernementale de ces derniers mois. On peut mesurer chiffres en mains désormais, l'accentuation politique qui n'est que le reflet de la polarisation sociale qui s'est accentuée depuis 8 ans en Italie. Mardi à 10 heures du matin, le ministre de l'intérieur Cossiga a donné les résultats définitifs. Les tendances que l'on pouvait annoncer lundi en fin d'après-midi sont donc confirmées; avec l'avance des deux principaux partis, la Démocratie-Chrétienne et le Parti Communiste, au détriment des forces intermédiaires, de droite ou de gauche.

La démocratie-chrétienne

Une première constatation qui s'impose quand on commence à y voir clair dans l'avalanche de chiffres et de comparaisons arbitraires données tout au long de la nuit. Si on compare les chiffres de ces législatives de 1972, la démocratie-chrétienne n'a pas bougé d'un point (38,7 % dans les deux cas). Son « renforcement » ne s'est opéré que par rapport aux élections administratives régionales de 1975 (ou elle était passé à 36,5 % des voix). Cela donne une première mesure de la « victoire » démocrate-chrétienne annoncé en rouge sur une demi-page du journal de la DC *Il Popolo*, dès lundi soir à 19 heures. Elle a en partie récupéré les votes qu'elle avait perdus en 1975 en faveur des petits partis laïcs. Ceux-ci enregistrent des pertes dramatiques qui mettent en cause l'existence même de certains d'entre eux (c'est le cas du Parti Libéral qui a moins de députés que l'extrême-gauche). La DC a grignoté également sur l'électorat du MSI, bien que celui-ci garde encore 6,2 % des voix. Malgré toutes les attaques faites à la démocratie-chrétienne par de larges secteurs de la classe dominante, force a été pour celle-ci de constater qu'elle ne disposait pas d'autre instrument politique pour l'instant et qu'il fallait faire bloc derrière elle. Mais là aussi l'impasse paraît totale. En effet la perte d'influence des partis mineurs de la bourgeoisie rend difficile, à court terme, d'envisager la formation d'un nouveau parti de la bourgeoisie en

dehors de la DC. Mais le maintien de cette dernière comme premier parti du pays risque de renforcer son arrogance et de freiner les transformations éventuelles en son sein. Vu l'alliance de la gauche et le maintien du MSI, la constitution d'un nouveau gouvernement homogène sans la gauche reste plus difficile que jamais et, de ce point de vue, on revient au point de départ. La démocratie-chrétienne qui a mené cette campagne sous l'égide de l'anti-communisme, voit ses résultats comme un encouragement au rejet de toute alliance avec la gauche.

Le Parti Socialiste Italien

Le parti socialiste, quant à lui, s'il ne bouge pas par rapport aux élections de 1972, ne confirme pas les progrès qu'il avait réalisés lors des élections régionales de 1975, après son premier tournant « gauche »... Sa politique de demi-mesures, son incapacité à faire un tournant radical ont rendu peu crédible ses déclarations sur l'alternative de gauche. Le résultat des élections risque de précipiter une crise dans le parti. Dès lundi soir, le vice-secrétaire Mosca démissionnait, invitant la direction du parti à faire de même. Il invite également le parti à ouvrir une discussion auto-critique. La démocratie-chrétienne lui a déjà fait des appels pour un nouveau centre gauche, espérant que les résultats électoraux le ramèneraient à la « sagesse ». Cependant

au cours des derniers jours de la campagne et après l'annonce des résultats, la direction du PS a insisté sur le fait qu'il n'était plus prêt à renouveler une expérience de centre-gauche. Ses choix immédiats et futurs dépendront de la discussion qui se développera en son sein.

Le Parti Communiste Italien

Le grand vainqueur de ces élections est, une fois de plus, le parti communiste. Il progresse dans absolument toutes les circonscriptions selon un double mouvement: tout d'abord une confirmation de l'avance du 15 juin là où celle-ci avait été importante, et un bond important là où il n'avait pas progressé de façon significative le 15 juin. Il est intéressant de voir certains des résultats du PCI en fonction des différentes régions.

Dans le Piémont (Turin), le PCI avait augmenté de 8,2 % en 1975, il gagne 1,4 % de plus; en Ligurie (Gênes) il avait augmenté de 6,8 % en 1975, il gagne encore 0,71 %. Dans la Lombardie (Milan), il avait augmenté de 7 % le 15 juin, il progresse encore de 8 % dans les régions « rouges » traditionnelles. Il garde le même pourcentage (Bologne: 49,9 %, Florence: 50,4 %, Sienne: 49,9 %). C'est surtout dans le Mezzogiorno que le

bond en avant du parti communiste est le plus important, c'est aussi là où le PC avait le moins progressé en 1975. Ainsi, dans l'Aquila, il passe de 30,3 % en 1975 (27 % en 1972) à 34,9 %, prenant surtout des voix à la démocratie chrétienne qui passe de 48,2 à 44,2 %.

A Campobasso, il passe de 17,9 % en 1975 (17,3 en 72) à 26 %. Dans cette circonscription, la démocratie-chrétienne ne bouge pas depuis 75, et il semble que le des voix du PCI viennent du PSDI et aussi du MSI. A Naples, le PCI passe de 30,3 en 1975 (25,5 en 72) à 35,8 % égalisant pratiquement la DC qui atteint 36,3 %. A Naples il apparaît clairement qu'un gros partie des nouvelles voix du PPC viennent du MSI, qui perd 7 % des voix par rapport à 72, et toujours du parti social-démocrate. Ce transfert des voix du MSI vers le PCI n'est pas surprenant. Pendant toute une période la démagogie du MSI avait permis à ce parti d'avoir une certaine force populaire dans le midi déshérité. Les importantes luttes ouvrières (AlfaSud) des dernières années ont réussi à attirer vers les partis ouvriers et principalement le PCI, des secteurs importants du sous-prolétariat et des chômeurs napolitains, dans toutes les autres villes du Sud (Salerno, Lecce, Brindisi, Catanzaro, Reggio de Calabre, Catania, Palerme) le PCI fait un bond qui va de 5 à 8 %.

Ainsi le PCI s'affirme comme le seul pôle réel au pouvoir démocrate-chrétien. Il s'en déclare plus convaincu que jamais de la nécessité d'appliquer sa proposition d'union. Berlinguer a déclaré, dès les résultats connus: « en ce moment, il faut plus que jamais éviter la division du pays en deux. La DC ne peut pas ne pas compter avec le PCI et nous, comme nous l'avons toujours dit, ne pouvons pas ne pas compter avec la DC (...) avec le vote du 20 juin se termine l'époque durant laquelle on a cherché à gouverner l'Italie sur la base de préjugés anti-communistes »

Il va donc continuer à demander son insertion dans le gouvernement. Les deux principaux partis voyant le résultat des élections comme une confirmation de leurs propositions respectives (et antagoniques), l'impasse semble totale.

Democrazia Proletaria

Les résultats de l'extrême-gauche sont bien en dessous des at-

tentes des différentes organisations et sont loin de refléter l'impact réel de la campagne (voir ci-contre les réactions des différentes organisations). Il apparaît évident que beaucoup de gens qui se disaient d'accord avec Democrazia Proletaria ont encore voté pour le parti communiste cette fois-ci, tant l'éventualité de la majorité des gauches apparaissait probable. Mais l'extrême-gauche paie aussi le grand retard qu'elle a pris dans la lutte politique au cours de ces dernières années: elle a réussi à acquérir un poids certain dans toute une série de secteurs et de luttes, mais n'apparaît pas encore comme un pôle politique crédible aux yeux des masses (il est intéressant de comparer les résultats de DP avec les résultats de l'extrême-gauche française - avec toutes les limites d'une telle comparaison). Globalement DP regroupe 556 000 voix, ce qui lui donne 6 députés vu le système proportionnel. Elle n'a fait le quorum (un candidat réunissant sur son nom le nombre de voix suffisant pour être élu) qu'à Milan, avec l'élection de Massimo Gorla.

Les autres députés seront élus avec la répartition des restes au niveau national. Les résultats les plus forts de Democrazia Proletaria sont obtenus dans le triangle industriel du Nord: à Milan 2,6 % avec 80 000 voix, à Turin 1,9 % avec 42 016 voix, à Cuneo 1,7 %, Trente, 2,3 %, Brescia, 2,4 % et aussi à Naples avec 1,6 %, Reggio de Calabre avec 1,5 %. DP rassemble également 1,8 % (14 000) voix à Udine dans le Frioul, région du tremblement de terre.

Au delà des résultats, toutes les différentes forces concordent pour dire que la campagne de l'extrême-gauche et ses propositions centrales ont eu un écho certain dans des secteurs importants. Etant donné l'impasse totale qui apparaît au niveau gouvernemental, les propositions de l'extrême-gauche devraient être reprises avec plus d'ampleur dans les luttes à venir; la présence de 6 députés révolutionnaires au parlement, qui doit être saluée comme une victoire pour toute l'extrême-gauche européenne, permettra de leur donner l'écho nécessaire. La clarification et l'homogénéisation politique deviennent donc une tâche urgente pour les révolutionnaires italiens pour construire et renforcer l'alternative politique qui a commencé à apparaître dans cette campagne électorale.



	NOMBRE DE VOIX				POURCENTAGE (suff. expr.)				SIEGES			
	SENAT		CHAMBRE		SENAT		CHAMBRE		SENAT		CHAMBRE	
	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976
D.C.	11 465 529	12 215 036	12 912 466	14 211 005	38,1	38,9	38,7	38,7	135	135	266	263
P.C.I.	8 573 862	10 631 871	9 068 961	12 620 509	28,4	33,8	27,1	34,4	116	116	179	227
PSIUP	—	—	684 591	—	—	—	1,9	—	95	—	—	—
Démo. Prolet.	—	78 055	353 632	535 980	—	0,2	—	1,5	—	—	—	6
Radicaux	—	265 420	—	394 623	—	0,8	—	1,3	—	—	—	4
P.S.I.	3 225 707	3 298 382	3 208 497	3 541 383	10,7	10,2	9,6	9,6	33	29	61	57
P.S.D.I.	1 613 810	965 478	1 718 142	1 237 483	5,4	3,1	5,1	3,4	11	6	29	15
P.R.I.	918 440	845 629	954 357	1 134 648	3,0	2,7	2,9	3,1	5	6	15	14
P.L.I.	1 316 173	435 506	1 296 977	478 157	4,4	1,4	—	1,3	8	2	20	5
MSI-DN	2 767 059	2 088 318	2 894 862	2 243 849	9,2	6,6	8,7	6,1	26	15	56	35
S.V.P.	113 452	158 605	153 674	184 286	0,4	0,5	0,5	0,5	2	3	3	3

DC : Démocratie chrétienne. PCI : Parti communiste italien. PSIUP : Parti socialiste italien d'unité prolétarienne. Allié en 1972 au PCI pour le sénat. Est devenu depuis sa fusion avec « Il manifesto » le PDUP. Democrazia Proletaria : bloc électoral de l'extrême gauche regroupant le Parti d'unité prolétarienne, Avanguardia Operaia, Lotta Continua, les Gruppi Comunisti rivoluzionari et le mouvement des travailleurs pour le

socialisme. Radicaux : formation libertaire qui ne s'est jamais présentée avant 1976. PSI : Parti socialiste italien. PSDI : Parti social démocrate italien. PRI : Parti républicain italien. PLI : Parti libéral italien. MSI-DN : Mouvement social italien droite nationale (fascistes). SVP : Parti populaire sud-tyrolien.

ITALIE : APRES LES ELECTIONS

INTERVIEW DE MASSIMO GORLA

premier député élu de Democrazia Proletaria

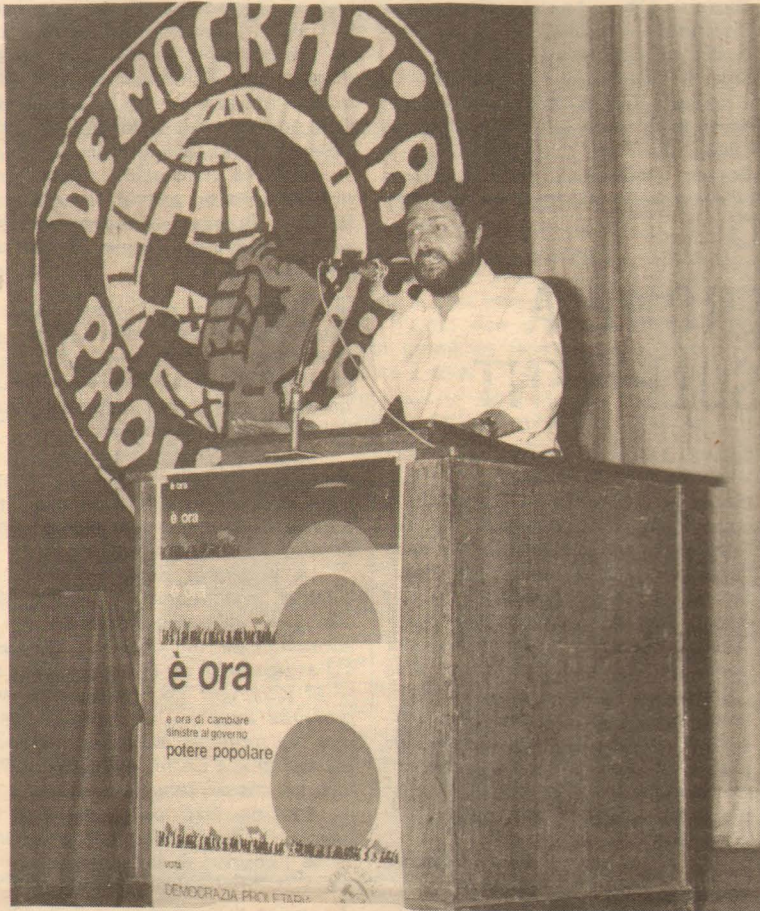
Question : Tout d'abord ton jugement sur les résultats de Democrazia proletaria qui sont assez faibles par rapport aux attentes (les différents groupes s'attendaient à environ 3 % des voix) ?

Réponse : Je pense que dans une situation de polarisation extrêmement forte comme celle qui s'est dessinée dans ces élections il était inévitable qu'une partie de notre travail soit capitalisée par le PC. Par rapport aux autres partis, Democrazia proletaria a fait la campagne la plus importante (en réunions, propagande). Mais beaucoup de gens ont voulu, cette fois, voter utile en votant pour le PC. Indépendamment du pourcentage qui ne reflète qu'une très faible partie de l'impact de notre campagne, la présence de 6 députés de DP au parlement comptera beaucoup dans la mesure où ils y représenteront le prolongement des mouvements de masse. Et ce résultat est bien supérieur au pourcentage que l'on a obtenu.

A part toi, qui a été le seul à faire le quorum pour être élu directement, sait-on déjà qui sont les autres députés de DP ?

Pas encore, cela dépend de la distribution des restes et des préférences (vote nominal, sur une liste). On sait cependant déjà qu'ils seront à Rome, Turin, Naples, Come et un autre à Milan.

Les dirigeants du PDUP ont fait des commentaires très



amers sur ces résultats. Ne penses-tu pas que cela va avoir une influence (dans un sens ou dans un autre) sur le débat unitaire de l'extrême-gauche qui s'est ouvert avec cette campagne ?

Evidemment si. Nous pensons tout d'abord que les résultats électoraux faibles de Lotta continua (ils n'auront probablement pas d'élus) entraîneront une série de discussions dans cette

organisation l'amenant à se poser des questions sur son orientation, et cela dans un sens positif. Pour ce qui est du PDUP il est indéniable que ces résultats vont entraîner une accélération de la bataille politique interne. A l'issue de ces élections le principal problème pour nous reste d'affirmer un pôle révolutionnaire crédible. C'est autour de cette question que le débat va continuer.

Tu es le premier député d'extrême-gauche à entrer au parlement. Peux-tu déjà nous dire quelle va être la première bataille parlementaire de Democrazia proletaria ?

Nous allons nous battre en cohérence avec toute notre campagne pour un gouvernement des gauches. Aucun gouvernement ne peut être majoritaire vu le résultat des élections. Nous nous battons pour un gouvernement des gauches, qui sera minoritaire, mais qui pourra réussir à devenir majoritaire de par la force de ses propositions politiques parmi les masses. Nous nous battons évidemment également sur tous les points de notre programme que nous avons mis en avant dans la campagne : droits démocratiques (mise hors la loi du MSI), abolition de la loi Réale (loi de police autorisant le tir à vue), abolition des codes fascistes, en particulier sur l'avortement, droits démocratiques dans l'armée et aussi sur les questions économiques, internationales...

REVUE DE PRESSE

« La marée rouge n'aura pas lieu » La phrase n'a pas été textuellement citée mais elle résume cependant assez bien le « chant d'allégresse » qui se manifestait lundi soir sur les postes périphériques et à la télévision au fur et à mesure que parvenaient les résultats. Le ton mardi matin était plus modéré, l'ensemble des commentateurs soulignant l'impasse dans laquelle se trouve plongée l'Italie, avec malgré tout un relent de déception devant « l'irréfutable poussée communiste ».

Même tonalité dans la presse bourgeoise du matin quasiment unanime à demander l'instauration d'un Etat fort dont devrait bien entendu être exclu le PCI. « Le soulagement qu'apporte l'ajournement de l'arrivée au pouvoir des communistes est assorti de l'inquiétude de les voir poursuivre la bataille en exploitant une crise, des désordres, la violence, qu'ils continueront à alimenter clandestinement, et que le futur gouvernement risque de ne pas avoir plus que ses prédécesseurs la capacité de dominer » (l'Aurore) « Seule une équipe solide, décidée à imposer un plan d'autorité rigoureux, indispensable à l'assainissement des finances et au rétablissement de l'ordre, serait susceptible de sortir l'Italie de l'ornière » (le Figaro) « La grande vérité des élections italiennes (...) tient dans ses conséquences auxquelles tout le monde, et pas seulement les italiens devrait réfléchir : l'Italie n'a pas, n'a plus peur du communisme tel qu'il se présente sous l'avenant visage de M. Berlinguer. D'où les succès du PCI. Mais elle n'est pas prête à accepter l'arrivée au pouvoir des communistes, même libéraux, mêmes ouverts. D'où le succès de la Démocratie chrétienne » (France-Soir).

Tandis qu'à gauche l'Humanité se contente de publier les premiers commentaires d'Enrico Berlinguer et le message de solidarité envoyé par Georges Marchais qui enregistre la « forte poussée communiste », le Quotidien de Paris écrit « le plus terrible, c'est qu'au-delà de l'Italie, la démocratie est atteinte, ridiculisée, que, responsable du désordre elle ne sait pas y remédier, que la droite est renvoyée à ses dangereuses excès et qu'enfin les communistes, d'Italie, et d'ailleurs, vont finir par penser — si la DC refuse de comprendre l'enjeu — que les élections ne sont pas le meilleur moyen d'arriver au pouvoir ». Pour Libération « Les solutions gouvernementales seront instables, incapables de restaurer cette autorité après laquelle les Etats modernes courent pour imposer leur rationalité, leurs lois et leurs contrôles. A moins que la DC n'accepte un gouvernement d'Union nationale, incluant le PCI. Cela semble peu probable. De telle sorte que la crise institutionnelle ne peut que s'aggraver, laissant se développer des initiatives de contre-pouvoir locaux ».

Le « New York Times » estime que les démocrates chrétiens ont obtenu un sursis grâce à une campagne savamment calculée pour « faire mourir de peur les électeurs à l'idée d'un régime communiste. Ils sont battus sur l'anti communisme virulent de l'époque de la guerre froide et il leur sera donc difficile d'obtenir l'appui des communistes, ou tout au moins leur neutralité pour modérer les revendications salariales des syndicats, mesure essentielle pour assainir l'économie italienne ». Mais ceci ne semble pas effrayer outre mesure le très conservateur « Daily Telegraph » (Grande Bretagne) qui écrit « au mieux, l'Italie semble destinée au maintien de l'instabilité mais ce serait infiniment préférable à la solution communiste ».

LES REACTIONS DE L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE

ADRIANO SOFRI DE LOTTA CONTINUA : « Nous ne courrons pas le risque de subir le coup d'un résultat décourageant. Certes la défaite pèse. Mais le terrain électoral n'est pas notre terrain d'action spécifique. Nous ne sommes pas un lobby électoraliste mais une organisation de combat ». Un autre camarade de LC souligne l'importance de la campagne menée, indépendamment des résultats obtenus : « Sept milles réunions, trois mille marches rouges qui, surtout à Naples ont été une façon concrète de faire connaître notre mode de faire le travail politique ». Les députés de DP ? « Nous ne serons pas une appendice du parlement. Nous chercherons de maintenir notre position, notre fonction de représentants et d'instruments des masses » précise Lotta continua.

LUCIO MAGRI POUR LE PDUP : « Nous avons maintenu les résultats du 15 juin et c'est bien. Nous avons le quorum à Milan, c'est bien. Nous serons présents au parlement. Mais ce n'est pas suffisant. Il ne suffit pas de se dire que, dans le climat de grande peur, se met en marche un mécanisme de protection face à l'aventure et à la crise. Il faut se demander pourquoi, après dix ans, toutes les forces de la nouvelle gauche, dont les organisations se sont développées, qui comptent politiquement et culturellement dans le pays, ne réussissent pas à se lier aux plus larges masses ? Pourquoi l'alliance entre nous et Lotta continua semble n'avoir servi à rien.

POUR LUCIANA CASTELLINA DU PDUP QUI TIRE 2GALEMENT UN BILAN POSITIF DE LA CAMPAGNE : « Les meetings dans les cantines des usines à l'heure des repas sont l'expérience de loin la plus intéressante. Mais la coupure entre les jeunes et les plus âgés ne réussit pas à se refermer : le mur des générations ainées reste le plus difficile à abattre »

POUR LES CAMARADES DES GRUPPI COMUNISTI RIVOLUZIONARI : « La polarisation entre les forces sociales antagonistes qui a caractérisé toujours plus la lutte politique en Italie au cours des dernières années a marqué les résultats des élections du 20 juin (...) L'avance de la gauche, qui est le reflet de la combativité et de l'offensive de la classe ouvrière et des plus larges masses a été marquée surtout par un nouveau saut du PCI qui s'affirme comme le seul pôle alternatif à la bourgeoisie et en premier lieu à la Démocratie chrétienne le Parti socialiste quant à lui, paie le prix de ses longues années de présence au gouvernement et des oscillations de sa campagne (...) Democrazia proletaria a réussi à attirer des couches larges autour de sa proposition centrale de gouvernement des gauches mais n'a pas réussi à apparaître comme une force crédible pour déterminer des changements réels (...). La situation demeure donc instable et conflictuelle et la classe ouvrière doit relancer les luttes pour la défense de l'emploi et de son niveau de vie et continuer à avancer la perspective du gouvernement des gauches PCI, PSI

LES REACTIONS EN FRANCE

PARTI SOCIALISTE

Dans une déclaration à la presse, Claude Estier, secrétaire national du Parti socialiste estime que « le principal vainqueur est néanmoins le parti d'Enrico Berlinguer, dont nous saluons le succès et qui avance au-delà du grand bond qu'il avait réalisé aux élections administratives il y a un an. Et cela malgré la formidable campagne menée par la droite contre lui à laquelle se sont ajoutées les interventions directes du Vatican ». Ce à quoi devait ajouter plus tard Robert Pontillon, secrétaire national aux affaires internationales du Parti socialiste : « La poussée d'un Parti communiste, quand elle n'est pas équilibrée et confortée par la poussée parallèle d'un parti socialiste n'est pas déterminante pour conduire au changement démocratique, car elle ne constitue pas à elle seule une alternative de gouvernement. Dans le contexte actuel de polarisation c'est le Parti socialiste italien, qui avec 10 % des voix demeure paradoxalement l'arbitre

de la situation et l'axe réel de toute entreprise de rénovation des secteurs et social de l'Italie ».

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Les élections législatives italiennes confirmant la montée des forces de gauche. Le PCI accentue sa poussée de 1975. Nous nous félicitons du succès des listes de « démocratie prolétarienne » qui auront six représentants à la chambre.

La Démocratie chrétienne n'a maintenu son score de 1972 qu'en se gonflant des voix des petits partis de droite et de l'extrême droite fasciste.

L'écrasante majorité des travailleurs italiens a montré hier qu'elle voulait, non pas une alliance avec la Démocratie chrétienne, mais la venue au pouvoir des partis ouvriers. A l'issue des élections, l'alternative de gauche s'impose de plus en plus comme la seule solution pour l'Italie.

URSS

LITTERATURE ET PATRIE

« Les écrivains soviétiques sont attachés à la méthode du réalisme socialiste, qui garantit la diversité de styles (!), l'originalité de la création (!) et de l'individualité des écrivains (!)... C'est dans la politique du parti que tous les artistes puisent leur inspiration, la vérité et le patriotisme. »

Qui dit cela ? Guorgui Markov qui présidait lundi l'ouverture du 6^e congrès de l'Union des écrivains soviétiques qui, tous les cinq ans, rassemble les représentants de 8000 écrivains professionnels. M. Guorgui Markov s'est déclaré, sans voir le paradoxe semble-t-il, préoccupé de la « baisse de tonus patriotique de la poésie contemporaine ».

Que diable ! Comment est-il possible que le « tonus patriotique » baisse lorsque l'on possède un parti où l'on peut puiser sans compter cette inestimable valeur ? Curieux.

LETTRE DE TCHÉCOSLOVAQUIE AU PS ET AU PCF

Les familles de plusieurs prisonniers politiques tchécoslovaques ont adressées une lettre à Mitterrand et Marchais leur demandant d'intervenir en faveur de Huebl, Mueller, Rusek, Sabata, Tesar et « tous les communistes socialistes et démocrates emprisonnés en Tchécoslovaquie ».

Cet appel invite les partis ouvriers français à « créer une commission ayant pour but : — d'analyser les conditions auxquelles sont soumis les prisonniers politiques — de prendre connaissance des opinions et de l'activité politique pour lesquelles ces citoyens ont été condamnés à de longues peines — de proposer des initiatives aux divers partis et mouvements de gauche en France et si possible dans un cadre européen plus large pour défendre escondamnés et leur venir en aide ».

Il est remarquable que cet appel s'adresse au mouvement ouvrier et à lui seul. La libération de Plioutch a prouvé qu'il n'était pas besoin de compter sur les pressions du Sénat américain dans ce combat mais qu'une large mobilisation autour du mouvement ouvrier, pour la libération des prisonniers politiques dans les pays de l'Est, non seulement situait ce combat clairement dans le cadre du socialisme, mais était encore d'une efficacité redoutable. C'est pourquoi nous sommes pleinement solidaires de cet appel et prendrons des initiatives en ce sens.

ROUMANIE : UN POETE EN PRISON

Nous apprenons par *Le Monde* que le jeune poète roumain William Totak aurait été arrêté fin octobre et se trouverait en détention provisoire. Il était membre du Groupe d'action marxiste du Banat, soumis depuis un an à toute sorte de persécutions pour son opposition au pouvoir. William Totak écrit : « On veut me poursuivre pour le caractère prétendument hostile à l'Etat de mes écrits. C'est ce que prétend l'acte d'accusation. Selon l'article 116 du code pénal, ce délit est puni de dix à quinze ans de prison. (...) »

• Les « psychiatres » soviétiques ont estimé que le dissident Valentin Moroz était sain d'esprit, ce qui lui vaudra d'être transféré dans une prison « normale » et non dans un « hôpital psychiatrique spécial », où il purgera le reste de sa peine pour « nationalisme ukrainien ». Ce recul de la bureaucratie est sans aucun doute à mettre en relation avec la campagne Moroz du Comité international contre la répression, initiée par Plioutch.

LIBAN

OFFENSIVE MILITAIRE DES CONSERVATEURS

Le cessez-le-feu qui est entré en vigueur lundi est toujours extrêmement précaire. Les forces syriennes ont commencé à reculer de leurs positions avancées vers les régions frontalières de la Syrie au Liban. Les premiers détachements libyens de la « force arabe de sécurité » ont pris position à l'aéroport de Beyrouth.

Mais depuis mardi des combats font rage autour du camp palestinien de Telle Zaatar. Les forces chrétiennes réactionnaires

se sont attaquées à l'une des deux « enclaves progressistes » de la « région conservatrice ». Plusieurs incendies y étaient visibles depuis Beyrouth.

En effet, si la Syrie a été contrainte de retirer ses troupes du fait de la pression extérieure et de l'opposition interne, les organisations chrétiennes ont estimé qu'il y avait là un « lâchage ». Cela les conduit à reprendre une offensive militaire encore limitée.

Ainsi la médiation arabe est encore loin de porter le moindre fruit. Aucun rapprochement autour d'une solution politique ne voit le jour.

• L'évacuation des ressortissants américains s'est faite sous la protection du Fatah, la principale organisation de la Résistance Palestinienne, après des contacts entre palestiniens et américains.

L'agence Wafa a indiqué que le secrétaire d'Etat Henri Kissinger avait exprimé sa gratitude aux dirigeants palestiniens (par ailleurs non confirmé à Washington).

Le président Sadate y voit un premier pas dans un début de dialogue palestino-américain qu'il souhaite « de tout cœur ». Il affirme : « J'ai demandé au Président Ford et à M. Kissinger de commencer un dialogue avec les palestiniens afin que les modérés maintiennent leur leadership ». « Un tel dialogue facilitera les choses pour les israéliens ».

Peut-on être plus clair sur le sens qu'il donne au rapprochement entre l'Egypte et la Résistance.

F. Tenaille

AFRIQUE DU SUD

PRETORIA CHERCHE A BRISER SON ISOLEMENT

140 morts et 1128 blessés tel est le nouveau bilan provisoire des affrontements de Johannesburg selon Jimmy Kruger le ministre sud-africain de la police. Cependant des actions sporadiques continuent d'avoir lieu dans certains endroits du pays. Ainsi à une trentaine de kilomètres au nord de Pretoria, 300 africains ont saccagé et incendié la ferme d'un grand propriétaire foncier blanc. Mardi matin ceux que la presse africaine appelle « Tsotsis » (voyous) ont incendié une clinique et un magasin à Malemodi. Au même moment, la Radio Nationale sud-africaine chiffrait à un total de 35 millions de dollars le coût des émeutes.

A Bonn, les protestations se multiplient contre la venue de John Vorster, premier ministre, qui doit rencontrer mercredi et jeudi Henry Kissinger. Le représentant de l'African National Congress (ANC) pour l'Europe Occidentale, comme celui de la « SWAPO », ont au cours d'une conférence de presse organisée par les « Jusos » (Jeunes socialistes ouest-allemands) dénoncé la prochaine rencontre qualifiée de « tentative de Pretoria pour briser l'isolement politique international de l'Afrique du Sud ». Une manifestation anti-apartheid a eu lieu devant l'ambassade d'Afrique du Sud transformée en camp retranché. Une autre manifestation aura lieu mercredi à Essen devant le siège de la Steag, firme qui coopère avec l'Afrique du Sud en matière de technologie nucléaire.

Quant aux entretiens Vorster-Kissinger, il est probable que le calendrier prévu par le Secrétaire d'Etat américain sera respecté. Dans la logique de son dernier péripète africain, trois questions à l'ordre du jour : 1) parvenir à un règlement négocié du problème rhodésien 2) à défaut d'une telle issue, définir une attitude commune pour les deux pays, de manière à faire céder le régime de Ian Smith 3) débattre des perspectives constitutionnelles de la Namibie (ouest-africain). Ceci dit, les événements de Johannesburg, qui, selon Vorster, ont été « arrangés » pour gêner sa rencontre avec Kissinger, vont modifier l'angle d'attaque des problèmes. Ils sou-

ignent l'urgence de solutions qui aillent au-delà du replâtrage. Compte tenu de l'importance stratégique qu'a l'Afrique du Sud pour l'impérialisme, il est peu probable que le département d'Etat américain modifie son attitude antérieure à cet égard. Bien au contraire, les récentes promesses d'armes faites par Rumsfeld, le secrétaire d'Etat à la défense, au Kenya et au Zaïre, confirment que dans le cadre de la « détente », la politique extérieure des Etats-Unis en Afrique se définit comme par le passé, par la mise en place de verrous pour quadriller le continent.

F. Tenaille

TRIBUNE Internationale

Appel à l'opinion publique pour les réfugiés uruguayens en Argentine

- Face à la situation dramatique des milliers d'Uruguayens et de réfugiés latino-américains traqués en Argentine, à l'heure où le Haut Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations Unies, impuissant à assurer la protection des réfugiés en Argentine, déclare, que, dans la situation actuelle, les latinos-américains menacés sont plus en sécurité dans la clandestinité ;

- Face aux menaces les plus graves qui pèsent, après les assassinats de Zelmar Michelini et Hector Gutierrez Ruiz, sur le sort de l'ex-sénateur Enrique ERRO, détenu arbitrairement, depuis plus d'un an par les autorités argentines ;

- Face aux disparitions des uruguayens Manuel LIBEROFF, Ettore PIERRI, Gerardo GATTI et Maria del Pilar MONTEDONICO ; un groupe de quatre Uruguayens et Français entreprend une grève de la faim, en réponse à l'appel du Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Uruguay.

Notre grève de la faim a pour but d'obtenir :

1) que l'ambassade de France à Buenos-Aires fasse tout le nécessaire pour que Enrique ERRO, qui a obtenu l'asile politique en France, puisse quitter l'Argentine dans les plus brefs délais ;

2) que le gouvernement français, fidèle aux traditions d'hospitalité et d'asile de la France, ouvre les portes de son ambassade à Buenos-Aires à tous les réfugiés menacés ;

3) que le gouvernement français intervienne auprès des Nations Unies pour qu'une mission officielle soit envoyée :

- en Argentine, afin d'enquêter sur les disparitions de Manuel LIBEROFF, médecin, dirigeant du « Sindicato Medico », disparu le 9 mai 1976, Ettore PIERRI, journaliste, disparu le 27 mai 1976 et Gerardo GATTI, un des fondateurs de la Convention Nationale des Travailleurs de l'Uruguay, dirigeant de longue date du syndicat du Livre, disparu le 10 juin 1976, avec Maria del Pilar MONTEDONICO ;

- en Uruguay, afin d'obtenir l'identification des 11 cadavres retrouvés sur les côtes uruguayennes dans le courant du mois de mai 1976, ou la présentation publique de Ary CABRERA, Elida ALVAREZ, Ricardo GIL, Eduardo GHIZZOLA et Luis FERREIRA, dont on a toutes raisons de croire qu'ils font partie des 11 cadavres précités.

Nous lançons un appel à tous les secteurs de l'opinion publique française pour qu'ils se solidarisent avec notre action et appuient nos objectifs afin que les mesures d'extrême urgence nécessaires soient prises dans les plus brefs délais.

Paris, le 21 juin 1976

LES GREVISTES DE LA FAIM DE LA MAISON VERTE

127, rue Marcadet
75018 Paris.

aux quatre coins du monde

ESPAGNE : POUR L'AMNISTIE ET LES REVENDICATIONS

• A Barcelone, 10 000 ouvriers ont participé à la manifestation organisée par les syndicats : UGT socialiste et les commissions ouvrières ainsi que l'ORT maoïste. Les manifestants se sont dispersés après avoir chanté l'Internationale.

A Madrid, 5 à 6 000 travailleurs de l'industrie chimique ont également manifesté pour soutenir leurs revendications portant sur le salaire minimum et la réduction du temps de travail. Les deux manifestations étaient autorisées.

• 14 membres du « Conseil des forces politiques » de Galice, réunissant la plupart des mouvements d'opposition de cette province ont été arrêtés.

• Un attentat a détruit un bar à Saint-Sébastien. « Nous t'avons fait cela à cause de tes sympathies à l'égard de l'ETA, la prochaine fois, nous te tuerons » ont déclaré les membres du commando. A maintes reprises, les associations de quartier ont protesté contre l'impunité dont jouissent ces groupes qui multiplient ces agressions depuis plusieurs semaines.

PORTUGAL : REGLEMENTS DE COMPTE ENTRE GENERAUX

Le général Vasco Lourenço, commandant de la région militaire de Lisbonne, qui fut l'un des leaders du mouvement des capitaines lors de la préparation du 25 avril et qui représente actuellement la « gauche » du Conseil de la Révolution s'est déclaré « révolté » par les déclarations de l'amiral Pinheiro de Azevedo.

Vasco Lourenço a affirmé que l'amiral « ne considère pas sa candidature à la présidence de la République comme une mission d'intérêt national mais simplement comme un moyen de promotion personnelle ». Le général faisait allusion à des contacts que le premier ministre aurait pris avec des personnalités de l'entourage du général Eanes pour négocier l'abandon de sa candidature en échange d'un poste important.

Affirmant que le général Eanes, contrairement aux assertions de Pinheiro, avait collaboré avec le mouvement des capitaines, il a ajouté qu'il n'avait jamais entendu parlé de l'amiral avant que ce dernier devienne membre de la junte de salut national, après le 25 avril 1974.

Le général Lourenço a affirmé également que le général Eanes avait joué un rôle primordial dans les événements du 25 novembre, alors qu'au contraire le groupe des neufs n'avait pu obtenir « aucun appui pratique » de l'amiral Pinheiro de Azevedo.

LE PARTI SOCIALISTE AU QUOTIDIEN

par Pierre Julien

2/ LA VIEILLE GARDE DU VAUCLUSE

Son père était boucher et avait adhéré à la SFIO en 1920 quelques mois avant le congrès de Tours. A 85 ans, aujourd'hui, il est toujours socialiste. Lui, il n'a fait ses premières armes dans le parti qu'en 1945. Et voilà plus de trente ans qu'il milite. Mais son plus grand espoir ne s'est pas encore réalisé : « Je me suis toujours battu pour revenir à la situation d'avant 1920 » avoue-t-il fièrement. Ne fut-il pas l'un des premiers, dans une SFIO déconsidérée au début des années « 60 », à se battre pour l'unité de la gauche ?

Lors du 54^e congrès nationale de la SFIO, en 1963 à Issy-les-Moulineaux, ce poperiste (1) convaincu était monté de son Vaucluse avec en poche un amendement qui n'aurait rien à envier à ceux des plus fervents partisans de l'unité aujourd'hui. Dans le texte de justification qui l'accompagnait, on pouvait lire : « *Le fait communiste a changé (...) En l'état actuel des forces électorales en France, la gauche démocratique se trouve dans l'incapacité de réaliser son programme sans l'apport des masses communistes. Des électeurs de gauche, parmi lesquels de nombreux jeunes, déçus par la division de la classe ouvrière et l'inefficacité des partis d'inspiration socialiste, ne s'engagent pas (...) Si une rénovation de notre parti doit survenir (...) elle se produira surtout par un changement de méthodes, un changement radical de notre propagande envers le PC avec le souci de réaliser l'union de tous les travailleurs.* ». L'amendement... ne fut pas voté.

EFFECTIFS DE LA FEDERATION SOCIALISTE DU VAUCLUSE

Total : 1968 : 450
1974 : 1750
Avignon : 1968 : 230
1974 : 140
Carpentras : 1968 : 20
1974 : 140
Orange : 1968 : 5
1974 : 65

A titre de comparaison, et selon les estimations des socialistes, la fédération communiste compterait plus de 2 000 militants sur le département dont 6 00 à Avignon.

Rivalités de clocher

L'histoire de Gaston Reymond, ancien dirigeant de la fédération du Vaucluse, s'identifie avec celle de la section avignonnaise. Curieusement, celle-ci fut dirigée, bien avant le congrès d'Epinais, par des militants convaincus de la nécessité de l'union de la gauche. Les trente rescapés qui en 1969, maintenaient artificiellement en vie une section de 150 adhérents, représentaient le courant unitaire. Ils étaient naturellement minoritaires. Et ils devaient faire face à une puissante social-démocratie assise confortablement sur une municipalité où le maire, Henri Duffaut, travaille en bons termes avec des représentants ouverts de la droite. Les enseignants tenaient la fédération départementale de la FEN, les municipaux et les postiers tenaient FO. Ajoutez quelques employés et quelques commerçants, vous avez le profil de la section à l'époque. Et quand l'actuel secrétaire, Guy Ravier, y adhère en 1968, il est, à 31 ans, le benjamin.

Les choses ont heureusement évolué depuis lors. La section s'est

considérablement rajeunie avec le courant d'adhésion qui a suivi l'élection présidentielle de 1974. Elle comptait environ 450 adhérents en 1975, la seule année 1974 lui ayant permis de doubler les effectifs. Mais dans l'ensemble du département, cette progression est relativement faible comparée aux autres villes. Les avignonnais représentaient 60% de la « fédé » avant 1968 ; ils n'en représentent plus que 25% à l'heure actuelle. Les rangs ont grossi à une vitesse géométrique à Carpentras, à Orange, et dans les bourgs provençaux. Il n'y avait que 450 socialistes dans le département en 1970. Ils sont aujourd'hui près de 2000.

Cette poussée inégale explique sans doute les vieilles rivalités de clocher dans la fédération. Au moment d'Epinais, les conventionnels sont entrés dans le parti. Essentiellement regroupés autour de l'actuel premier secrétaire fédéral Jacques Richard, ils ont, en quelque sorte, fait main basse sur la direction. Cela ne s'est pas fait sans heurts que la coalition nationale dut arbitrer. Et comme de bien entendu, le CERES qui recueille 25% des mandats sur le Vaucluse, s'est retrouvé à la tête du secteur « entreprises » à partir de leur place forte d'Orange.

Conflit entre la section et la municipalité

Il faut dire que leur tâche n'est pas facile. Le département est loin d'être industriel : on peut compter les grosses entreprises sur les doigts de la main : Electro-réfractaire à l'Isle-sur-Sorgue, plus la zone industrielle qui l'entoure et où les communistes disposent de leur plus forte implantation, le nœud ferroviaire, l'EGF et les papeteries Fournier à Avignon, les conserveries à Apt, et une myriade de petites unités disséminées ici et là. Ce qui fait qu'une analyse sociologique du parti donnerait une écrasante majorité d'enseignants, d'employés et de professions indépendantes, les agriculteurs constituant une minorité non négligeable attachée à la tradition socialiste du département.

Mais comment prolétarianiser le parti quand vous devez faire face à des municipalités toujours à l'heure de la collaboration de classe quotidienne ? (2) Au centre psychiatrique départemental de Montfaver, par exemple, dans la banlieue avignonnaise, la commission paritaire vote le licenciement de deux employés. Immédiatement, la section socialiste d'Avignon participe à la campagne unitaire pour la réintégration. Seulement voilà, on apprend que Duffaut, membre de la commission, a voté les licenciements. Sous la pression de la lutte menée conjointement par la CGT et la CFDT, celui-ci retirera son vote. Mais l'affaire illustre bien les contradictions d'un parti tiraillé entre sa vieille garde, qui n'a toujours pas rompu les amarres avec un passé honteux, et ses nouvelles générations de militants qui sont venus sur la base de l'union de la gauche.

Liste homogène pour les municipales ?

Les conflits entre la section et la municipalité risquent de resurgir dans la préparation des élections municipales de 1977. A l'heure actuelle, Duffaut gouverne à la tête d'une coalition socialo-centriste. Lorsque Defferre et Mauroy ont mis



au pas leurs adjoints de la majorité présidentielle, le maire d'Avignon s'est empressé de tenir une conférence de presse pour souligner qu'assurément qu'il n'avait jamais eu d'ennuis avec ses « collaborateurs » et qu'il respecterait jusqu'au bout le contrat passé avec eux en 1971. Ceci dit, il est exclu que la coalition soit reconduite en 1977. Mais la pression de la section, favorable à 90% à une liste d'union de la gauche, pèsera sans doute de peu de poids. Les rapports avec le parti communiste n'ont jamais été très bons. « Ce n'est qu'en 1963, raconte un vétérinaire du parti, que nous avons organisé le premier collage commun. Avant, c'était la guerre ». Pour jouer les intermédiaires, la direction nationale a dépêché Dominique Taddei, secrétaire national à la culture. Il succèdera vraisemblablement un jour à Duffaut et, en attendant, il évitera peut-être les heurts en imposant peut-être une liste socialiste homogène.

Ce genre de conflit n'est pas propre au Vaucluse. Il traduit en définitive, les difficultés d'une greffe « union de la gauche » sur un appareil social-démocrate, surtout lorsqu'il tient la municipalité. Et le secrétaire de section a beau dire : « Avant la section appartenait aux notables, maintenant, les notables appartiennent à la section », les pesanteurs sont encore lourdes.

Cela se reflète au niveau du militantisme. Oh, bien sûr, tout le monde vous dira que ce n'est pas comparable aux sombres années. Il n'empêche qu'à Avignon, la section ne se réunit qu'une fois par mois avec une petite centaine d'adhérents présents. Il faut attendre les périodes électorales pour voir les troupes poindre leur nez. On a bien essayé de mettre en place des secteurs, pour désengorger le rythme de fonctionnement, mais un seul des trois a vraiment « marché ». Le centre du parti, cela reste une commission exécutive de vingt-cinq membres, élue à la proportionnelle des courants, et qui se rencontre une fois tous les quinze jours. Le reste du temps, quelques francs-

tireurs syndiqués font ce qu'ils peuvent sur leur lieu de travail. Des commissions se réunissent, certes, au niveau départemental, et c'est un progrès considérable, mais la force militante est loin d'égaliser celle des communistes.

Cahin, caha, la Fédération s'est adaptée à la nouvelle période unitaire. Les nouveaux militants ont bien dérangé les vieilles habitudes syndicales et plusieurs d'entre eux sont passés à la CFDT après avoir voté une motion fédérale demandant l'exclusion de Bergeron. Certains « Communistes » ont même quitté FO pour créer un syndicat autonome. Mais, au bout du compte les tensions et les querelles devraient s'atténuer au fil du temps. Parce que c'est peut-être justement dans ce type de vieux bastions sociaux-démocrates que le projet de la direction trouvé son terrain le plus favorable. Beaucoup de mots pour les nouveaux ; peu d'activisme pour les anciens ; et de nombreuses voix pour les notables. Le tout se concrétisant dans un travaillisme moderne avec un zeste d'auto-gestion.

Demain : les francs fireurs du Finistère

(1) Le courant « poperiste », du nom de son leader Jean Poperen, s'est toujours battu dans la SFIO pour l'unité de la gauche. Il a rejoint aujourd'hui la majorité du parti autour de la motion 1 du congrès de Pau et François Mitterrand.

(2) La section d'Avignon anime trois groupes d'entreprise aux PTT, au Crédit Agricole et aux ateliers municipaux. Un quatrième se crée aux papeteries Fournier.

(3) Les résultats au premier tour des élections cantonales ont été les suivants :

Avignon-Ouest :
PC : 22,2%
PS : 34,8%
Maj : 42,9%

Avignon-Nord :
PC : 21,2%
PS : 25,4%
PSU : 3,4%
Maj : 49,9%

notes politiques

CONDAMNATION DE SYLVIE PORTE

Sylvie Porte, la compagne de Touati, mort dans l'explosion d'une bombe près d'une caserne de CRS a été condamnée à 10 mois de prison dont 7 avec sursis. Elle était inculpée de complicité de détention et de transports d'explosifs, sur, devait dire le procureur, un faisceau de présomptions.

« LES NOTRES »

Notre camarade Serge Delabassé est mort dimanche dernier d'une crise cardiaque. Agé de 40 ans, après avoir travaillé au centre hospitalier de Lille et à l'institut Pasteur, il était infirmier à l'HP de Lommelet (Mille).

Membre du Bureau et de la CE de l'Union Régionale CFDT, délégué du personnel, élu à la CE régionale Santé, Serge était avant tout un militant syndicaliste, et pour en parler nous ne pouvons que reprendre ce qu'en écrivent les sections CGT et CFDT de l'hôpital :

« Serge restera dans la mémoire de tous un homme debout, sans concession ni complaisance, un militant actif s'étant donné totalement à la classe ouvrière, pour l'avènement d'une société où l'homme aura toute sa place et ne sera plus sacrifié au profit. Une société sans plus aucune exploitation. »

Il était à nos côtés lors de toutes les batailles importantes de ces dernières années, s'affirmant en accord politique avec les positions du Groupe Taupé de l'HP. Seules des raisons de temps (vu ses tâches syndicales, au Comité d'entreprise, et aussi dans le secteur de la formation permanente, Promofaf) le tenaient éloigné de nos réunions.

Au moment même où Serge succombait, se réunissait la première conférence régionale des GTR, l'importante participation du secteur Santé (et notamment de Lommelet) aurait été pour Serge le signe concret que son activité n'a pas été vaine.

A Yvonne, à ses quatre enfants, va toute notre sympathie militante.

● Orléans, meeting de la LCR, le mercredi 23 juin, salle Hardouineau à 20 h 30 sur « la situation politique en France et en Italie ».

rouge

ROUGE QUOTIDIEN ? PARLONS-EN !



REUNION-DEBAT :
VENDREDI 25 JUIN 20 H 30
17 RUE HOCHÉ MONTREUIL
(M^e MAIRE DE MONTREUIL)

AFFAIRE PELLETIER

LA CAMPAGNE DE SOUTIEN S'ELARGIT

Au congrès du SNI 92 réuni le 19 juin à Nanterre, le débat sur le soutien à Pelletier a été l'objet d'accrochages entre la direction FEN 92 (proche des socialistes) et SNI 92 (proche des communistes).

Le dirigeant de la FEN accusait le dirigeant du SNI de ne pas l'avoir informé à temps. Ce dernier accusait l'autre de faire le jeu du SGEN pour avoir signé un texte CFDT-FEN-SGEN-CGT sur le 92. Autant de tripotouillages que les congressistes n'apprécient guère de même qu'ils ne comprennent pas le refus du dirigeant SNI 92 d'accepter à la demande des délégués Ecole émancipée, que Robert Pelletier vienne saluer le congrès.

Une déléguée EE expliquait que l'affaire Pelletier ne devait pas être l'occasion pour les directions du SGEN, FEN, SNI de tirer la couverture à eux mais bien au contraire de réaliser l'unité pour la réintégration de Pelletier, contre la chasse aux sorcières dans l'éducation nationale pour le soutien intersyndical aux appelés de l'armée. Le congrès a adopté à l'unanimité la motion suivante :

- S'indigne devant la mesure de licenciement qui frappe Robert Pelletier, instituteur suppléant de Gennevilliers, mesure motivée par sa participation à la manifestation des soldats de Draguignan ;

- Estime qu'il s'agit là, dans la suite des atteintes aux libertés dont les enseignants sont victimes (Puteaux, Villeneuve, Parents de crèches) d'une sanction administrative prise pour délit d'opinion ;

- Estime que la référence à la nature de la condamnation figurant sur le bulletin n° 2 du casier

judiciaire, montre l'arbitraire d'une telle sanction prise par le ministre de l'éducation nationale en plus d'une volonté politique évidente ;

- S'inquiète devant cette nouvelle tentative d'« assainissement » de la fonction publique après la circulaire Chirac, l'affaire Ceccaldi, la grève du SNAU qui dénonce « l'absence de garantie de neutralité politique dans la gestion des personnels » ;

- Juge inadmissible cette grave atteinte à la laïcité de l'école ;

- Réclame donc la réintégration immédiate de Robert Pelletier ;

- Mandate le bureau départemental pour qu'il continue d'oeuvrer dans ce sens, notamment en développant une campagne départementale de pétitions, campagne qui pourrait être reprise par le bureau fédéral de la FEN 92 ;

- Mandate le bureau départemental pour qu'il intervienne auprès du bureau national afin que ce dernier mette tout le poids de l'organisation syndicale, dans le but de faire que Robert Pelletier soit immédiatement réintégré, donnant ainsi à cette affaire sa véritable dimension nationale. »

Nous avons reçu d'autre part, des motions de soutien à Pelletier provenant de

- le Conseil syndical du SNI du Jura
- Le SI du SNES du CES Rolland à Drancy
- Le CA académique du SNES de Créteil
- Le congrès départemental du SNI Côtes du Nord.

Il faut signaler tout de même que le CA du SNES de Paris a refusé de voter un texte pour Pelletier, celui-ci « n'étant pas dans le champ de syndicalisation du SNES ». Sans commentaire.

Assises de Tulle

DES PEINES DE MORT POUR MATER LA REVOLTE DES PRISONS ?

Hier s'est ouvert devant les assises de Tulle, le procès de 4 détenus qui au cours d'une tentative d'évasion, le 7 mai 75 à Brives, ont causé la mort d'un gardien de prison, Amédée Guedj. Le gardien qui avait été pris en otage, devait être retrouvé un linge enfoncé dans la gorge.

Cette mort peu de temps avant le procès des « meneurs » de la révolte de Melun avait soulevé un tollé de réactions de la part du personnel pénitentiaire. Aimé Pastre secrétaire général du Syndicat CGT des personnels pénitentiaires devait démissionner. 43 gardiens de la prison de Pontoise se mettaient en grève.

Lors de l'enterrement, 300 gardiens de prison devaient chahuter Madame Dorlhac, aux cris de « Plus de promesses, des actes ». Celle-ci venait de déclarer : « nous veillerons M. le Gardien des sceaux et moi-même à ce que le crime soit puni avec la plus grande sévérité ».

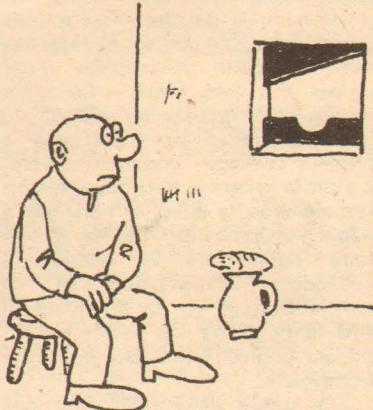
La situation actuelle ne s'est guère améliorée. La dernière

réforme n'ayant pas apportée d'améliorations aux conditions de travail des gardiens de prisons.

La semaine dernière un détenu qui avait blessé un gardien en tentant de s'évader a été condamné à 20 ans de prison. D'autre part, les révoltes ressurgissent de partout. A Besançon 20 détenus ont pris deux gardiens en otage demandant que le travail en maison d'arrêt soit réorganisé. A Nîmes, 3 détenus sont montés sur les toits. Et à Perpignan, une bagarre s'est déclarée faisant un blessé parmi les gardiens de prisons.

On peut donc se demander sérieusement, combien de peines de mort, le ministère public estimerait-il nécessaire, pour

CONTRE LES TENTATIVES D'ÉVASION, LA FENÊTRE A GUILLOTINE.



mâter les révoltes naissantes et satisfaire la soif de vengeance des matons.

ROUGE A LA TELE

Rouge à la télé... Un quart d'heure entier... Ce n'est pas un gag... mais la conséquence d'un geste de la Ligue Communiste Révolutionnaire, qui a offert sa « Tribune Libre » sur FR3 au quotidien !

On vient de boucler l'émission. On peut donc vous annoncer avec certitude son passage : jeudi 24 juin à 19 Heures 40.

La presse bourgeoise, qui fonctionne à fond sur les phénomènes de la personnalisation annonce « Un quart d'heure avec Krivine ». Pas de chance. « Il » n'y est pas. Que ça ne vous empêche pas d'organiser des écoutes collectives !

SEVICES STORY (suite)

Six nouvelles plaintes contre X pour coups et blessures commis au cours d'un interrogatoire dans le commissariat de Saint-CYR-sur-mer (Var) et de La Ciotat viennent s'ajouter à celles de Ggarabedian et MICHALET déposée il y a quelques jours. Dans le même temps on apprend

qu'une pétition circule dans la population pour remercier les gendarmes de leurs actions contre les « jeunes voyoux ». Le procureur de la République de Toulon est aussi chargé des plaintes dirigées contre la gendarmerie de Bandol.

CGT

LE RALLYE DES BRADES d'hier, d'aujourd'hui et de demain



C'est au son des flonflons d'un orchestre CGT que le cortège de la région parisienne a pris hier le départ de la première étape !

Dès 10 H hier matin, place Jean Jaurès commençaient à se rassembler les premières camionnettes. En tête bien sûr par leur importance et leur nombre, celles de l'imprimerie : char de la rotative du Parisien Libéré, les cercueils noirs reprenant le nom des boîtes sacrifiées, la camionnette couverte de drapeaux rouges d'Hélio Cachan, etc. Les plus longs conflits sont là : Triton avec 18 mois, Chauffour 17 mois, Chaix 7 mois, Idéal Standard 9 mois...

Petit à petit d'autres arrivent, Krasucki se félicitera d'ailleurs du fait que trente entreprises étant attendues, quarante sont là « quand une initiative plaît, ça marche » conclut-il ravi. Effectivement ceux de Sovirel Bagnaux par exemple exposent leurs productions, la camionnette est recouverte de leurs affichettes : « Chômage : non ! 36 H : Oui !... Une solution, nationalisation ! ». Plus loin les filles de « Ottawa ». Elles auraient même prévu une crèche pour les trois jours de route... d'autres entreprises qui ne sont pas en grève sont là aussi : CIL, Sécurité Sociale, etc. La collecte est d'ailleurs faite au nom, non pas des entreprises en lutte, mais de celles en « difficultés » ! Dans cette ambiance bon enfant, la sono retransmet Jean Ferrat, les Triton fournissent la boisson, ceux de Chauffour vendent le tee-shirt du rallye, d'autres le béret rouge siglé CGT... sigle partout présent « la CGT partout et pour tous » orne d'ailleurs les tee-shirt rouges, les « Vive la CGT, vive le Programme Commun » sont d'ailleurs un leitmotiv... Vers midi successivement les élus communistes, puis Georges Ségué viendront voir et « discuter avec les travailleurs ». Et vers midi et demi le

cortège des 75 véhicules s'ébranle, les tracts massivement distribués jonchent le sol...

Dans d'autres villes départ hier aussi, à Bordeaux ce sont environ 400 travailleurs qui étaient là, ceux de « Bordeaux Sud » en voie de liquidation, banderoles au vent, donnaient une allure combative au rassemblement.

A Nantes, ce sont seulement trois à quatre cent personnes qui étaient là pour la région Bretagne, et pays de Loire soit 43 voitures et 138 participants à la caravane. Les travailleurs de Fougères, de Transocéan-Brest, de la « SICNA » de Saint Malo étaient un peu déçus car ils attendaient plus de ce rassemblement, où seul Marcel Caille, puis un message de Poperen félicitant la CGT de son initiative furent présentés à la tribune !

Pendant ces trois jours, environ « 156 entreprises sur roulettes » doivent sillonner la France en caravane, se rassembler aujourd'hui même en deux rassemblements centraux à Lyon et Clermont Ferrand pour converger demain à Saint Etienne.

Certes cette initiative par le sectarisme qui présidait à son déroulement ne rassemblera que des luttes impulsées par la CGT, et les rassemblements seront peu l'occasion de discuter réellement entre travailleurs de différentes entreprises. A aucun moment d'ailleurs ne sont prévues des prises de parole, des discussions entre les boîtes, mais ce sont les secrétaires confédéraux qui dans toutes les villes discuteront.

Cependant, un tel rassemblement peut apparaître comme une mobilisation intéressante pour des travailleurs qui luttent, oubliés, depuis des mois et en ce sens il peut rencontrer un succès relatif, qui montre d'ailleurs l'écho qu'il aurait eu s'il avait été unitaire !

communiqué

le centre spatial de Toulouse réuni en assemblée générale le 22 juin 1976, vient de décider de suspendre la grève commencée le 10 juin 1976. Les mesures présentées au personnel par le président du CNES en assemblée générale, le 21 juin, et complétées dans la soirée après l'intervention de l'intersyndicale permettent de constater :

- l'abandon de toutes mesures de licenciement autoritaires parmi les trente annoncées.

- Le manque de garanties en ce qui concerne la mission future et le plan de charge à long terme de l'établissement, malgré les propos lenifiantes de la direction.

Compte tenu de la disparition du danger immédiat que représentaient les licenciements autoritaires, le personnel du CST a décidé de suspendre le mouvement de grève. Toutefois le personnel reste mobilisé et l'action engagée depuis le 17 mai se poursuit de façon à obtenir l'assurance du ministère de tutelle et de la direction que l'établissement public qu'est le CNES ne sera pas démantelé.

L'intersyndicale CNES Toulouse
CGT-CFDT-CGC-FO



SUD-ACIERS (TOULON LAGARDE) CHOMAGE

NON A LA LIQUIDATION

Une aciérie implantée en 1973 par une société suisse à grand renfort de subvention gouvernementale. 500 travailleurs. L'an dernier, en avril, Jérôme Monod la visitait et annonçait fièrement la « création prochaine » d'une tréfilerie Sud-acier à Brignoles. 300 emplois jamais créés.

A la fin de la semaine passée les syndicats apprenaient que la boîte avait un trou financier de dix milliards et était en état de cessation de paiement. Lundi après-midi, lors d'une réunion à la préfecture du Var, les syndicats (CGT, FO, CGC) avaient confirmation de leurs doutes : bilan déposé incessamment, un syndic désigné par le tribunal de commerce. Une avance financière de l'Etat serait à l'étude.

Cette affaire est des plus louches. Qu'on se souvienne des déclarations gouvernementales fracassantes. Où sont passées les subventions ? L'entreprise n'a pas de stock, les carnets de commande ont l'air bien remplis. Alors, mauvaise gestion ? Règlement de comptes entre requins de la sidérurgie les syndicats exigent toute la vérité. Déjà, vendredi 18 juin, devant le refus de la direction de s'expliquer

devant le CE, les représentants de la CGT, FO et CGC, quittaient la séance et appelaient à un arrêt de travail. Aujourd'hui, les syndicats se proposent de créer une commission de contrôle avec la participation de tous les travailleurs pour enquêter sur ces scandales.

D'autre part les syndicats s'opposent à tout licenciement, toute liquidation, tout démantèlement. Ils exigent le maintien des avantages acquis et sont prêts à durcir leur action pur répondre aux menaces. Diverses formes de popularisation sont envisagées. Délégation, manifestation, tracts.

Nul doute que cette lutte recevra un large appui auprès des travailleurs d'une région touchée par un chômage massif et où cette liquidation apparaît comme un énorme scandale.

Correspondant Toulon

TROYES

DES DEMENAGEURS TRES SPECIAUX

Coup bas de Prouvost-Masurel. Les ouvriers de chez Lacoste arrivent normalement au travail lundi 21 à 6 heures. Ils ont la désagréable surprise de constater la disparition totale du stock de marchandises. En effet, les « déménageurs » envoyés par la direction de Paris ont embarqué les stocks dans la nuit de samedi à dimanche. D'après le témoignage d'un cadre supérieur, leur méfait était organisé comme une action commando.

Ainsi, toutes les fenêtres furent colmatées pour qu'on ne voie pas la lumière pendant la nuit. Le groupe Prouvost-Masurel veut liquider l'entreprise Lacoste au besoin en bafouant toute légalité. Le comité d'entreprise n'a pas été saisi. Le lundi 21 juin la direction a non seulement refusé de donner la moindre explication aux délégués de Lacoste, mais de plus, elle a exercé un chan-

tage à l'emploi vis-à-vis des délégués des autres entreprises du groupe.

Si aujourd'hui Prouvost-Masurel liquide Lacoste, ce n'est pas un hasard. C'est que chez Lacoste, les travailleurs sont combattifs et ont défié à plusieurs reprises la direction. De nombreuses luttes sur les salaires avec occupation ont créé une solide tradition de lutte. Le projet de Prouvost-Masurel est de rentabiliser le groupe tout en réglant leur compte aux boîtes combattives mais isolées, comme Lacoste à Troyes. Seule une réaction concertée de tous les travailleurs du groupe permettra de garantir l'emploi chez Prouvost-Masurel. La section syndicale CFDT de Lacoste a lancé en ce sens un appel à la lutte sur l'ensemble du groupe.

Correspondant

LES GROS SABOTS DE CHIRAC

Jacques Chirac fait des découvertes : le chômage serait largement entretenu... par les chômeurs eux-mêmes. Écoutons notre beau merle : « Notre système d'indemnisation du chômage est certes généreux, mais dans certaines circonstances il n'incite guère à la recherche sérieuse d'un emploi sinon même à le refuser ». Et voilà, le tour est joué : on paye trop les chômeurs et ces derniers préfèrent taquiner le goujon aux frais de l'Etat plutôt que de se chercher un boulot...

L'impudence et de cynisme de Chirac, nous y étions pourtant habitués mais il dépasse là toutes les bornes. Parce qu'il ment et que ce mensonge prépare un coup bas.

Il ment : le système français d'indemnisation n'a rien de généreux : il est au contraire un des plus faibles des pays capitalistes. Le secteur économique de la CFDT a établi que sur cent chômeurs recensés : - 16% n'ont que l'aide publique, c'est-à-dire de 335 F à 405 F par mois ; ce sont ceux qui n'ont pas droit aux allocations ASSEDIC ou qui y ont épuisé leurs droits après un an de chômage.

- 12% n'ont que les allocations spéciales ASSEDIC soit 35 % de leur salaire

- 18% ont à la fois l'aide publique et les allocations spéciales ASSEDIC, c'est-à-dire 40,25% de leur salaire pendant les trois premiers mois et 35% ensuite.

- 40,25% ne reçoivent aucune indemnisation. Et il n'en est que 13% pour recevoir 90% de leur salaire ; notons cependant que certains reçoivent un peu moins du fait d'abattement sur le salaire : l'ouvrier du bâtiment n'a que 81%, le journaliste ou le VRP 63%.

Et ces chiffres ne tiennent compte que des chiffres officiels du chômage, soit

847 300 chômeurs au 31 mai. Chiffres qui ne correspondent pas à la réalité de toute évidence.

On est donc loin, très loin de la présentation scandaleusement idyllique du Premier Ministre.

Mais les mensonges de Jacques Chirac ne sont pas gratuits. Ils ont un but précis : la remise en cause de l'accord sur l'allocation d'attente en cas de licenciement pour motif économique, les fameux 90%.

La luxueuse revue patronale « Le nouvel Economiste » avait préparé le terrain dans son numéro du 24 mai en dénonçant la « fraude » sur le chômage : « ceux qui tirent au flanc : jeune femme qui en profite de l'indemnisation à 90% pour élever ses enfants pendant un an, ou ce cadre licencié qui décide de souffler quelques mois ». Pensez un peu ! Quel scandale ! Les voilà les vrais responsables ! Il n'y aurait rien à dire sinon que de tels propos révoltants sentent son écrivain poussé dans les appartements de Passy et qui n'a jamais connu de près ou de loin la moindre gêne matérielle, si... Si derrière ne se profilait pas une attaque en règle contre les acquis arrachés par les travailleurs.

Chirac ira-t-il jusqu'au bout de ses méfaits ? Edmond Maire a déclaré avant-hier qu'une dénonciation des accords par le CNPF serait « un élément catalyseur changeant le climat dans le sens de son aggravation ». C'est le moins qu'on puisse dire. Pour faire reculer Chirac, plus que jamais la coordination nationale des entreprises menacées est une nécessité, au delà des divergences entre syndicats. C'est seulement ainsi que menaces et manœuvres seront mis en échec.

Joseph Cabrol

en lutte

● Lip vivra. 400 ouvriers de Lip ont collé des affiches « Lip vivra » sur tous les parcmètres de la ville avec une colle spéciale qui rend ces derniers inutilisables. Ils se sont également emparés du véhicule municipal des ouvriers chargés de les décoller et l'ont « séquestré ». Un délégué syndical a déclaré : « Dès maintenant nous allons tout faire pour nous rendre insupportables ».

(d'après AFP)

● Ministère de l'Équipement, Rhône : lors d'une conférence de presse les syndicats CGT et CFDT du ministère qui pèsent à brève échéance sur des non-titulaires. Ces menaces sont d'autant plus graves que 3 des licenciés font partie d'un service dans lequel le retard des dossiers est déjà considérable (1200 dossiers de permis de construire sont actuellement en retard). Ils ont également dénoncé les menaces de démantèlement de certains services en faveur du privé. A l'OREAM (Bureau d'études), ce sont 4 vacataires qui sont menacés, prélude à une politique de liquidation des Bureaux d'études régionales d'aménagement.

Correspondante

● La réunion prévue pour aujourd'hui, mercredi, dans les locaux de la cantine du Crédit Lyonnais à Paris et dont le thème devait être « le PC change-t-il et pourquoi ? » avec Roland Leroy ne pourra se tenir, la direction l'ayant interdite. Elle a recours à un magistrat qui a déclaré qu'il s'agissait d'une « action de propagande au bénéfice d'un parti ». La direction pourra donc s'y opposer en faisant appel au besoin à la force publique.

(D'après AFP).

● BNP Rouen : La grève se poursuit à la BNP de Rouen. La direction refuse toujours de négocier, elle a demandé une action en référé contre les grévistes pour « atteinte à la liberté du travail ». Par ailleurs, elle a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes ce qui a amené le syndicat CFDT à lui intenter un procès. Ces deux affaires passaient en jugement ce mardi et une partie du personnel des autres banques de Rouen avait débrayé pour marquer sa solidarité avec les grévistes de la BNP.

Les grévistes font preuve d'une grande détermination pour faire aboutir leurs revendications. Pour eux la question principale est la popularisation de leur lutte et la solidarité financière. Des collectes ont déjà été organisées à la SNCF, chez Sopalin, aux PTT, un tract a été diffusé par la CFDT sur les agences parisiennes de la BNP. Le résultat des deux jugements, mis en délibéré, sera connu vendredi.

Correspondant

● Cogédim à Toulon. Les 120 travailleurs de cette entreprise sont en grève depuis le 15 juin pour obtenir une augmentation de 300 Frs pour tous. A cette lutte menée par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, la direction n'a pour l'instant répondu que par une tentative de forcer les piquets de grève avec un groupe de 25 cadres venus de la maison mère de Lyon. Un gala de soutien aura lieu samedi.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Communiqué du syndicat des journalistes français CFDT, du Syndicat parisien CFDT du livre et de leur section du groupe Pierre Charron.

Les conditions de la vente des sociétés et des journaux du groupe Pierre Charron (Paris-Match, Télé-7 jours, Parents, Marie-Claire, la Maison de Marie-Claire, etc.) sont caractéristiques du mépris dans lequel les patrons tiennent les institutions légales représentatives du personnel. En infraction avec la loi, les comités d'entreprise des sociétés du groupe n'ont à aucun moment été consultés sur les tractations qui se déroulaient, ni même informés à ce sujet. Depuis des mois, à chaque fois que les élus posaient des questions, la direction répondait « nous ne savons rien ». Il a fallu le jeudi soir 17 juin une grève d'une heure de l'ensemble du personnel pour que la direction se décide enfin à réunir en catastrophe et dans des conditions d'ailleurs irrégulières, les comités d'entreprise pour leur annoncer le vendredi matin que la vente serait signée le vendredi après-midi. Cette affaire marque une nouvelle étape dans l'inquiet processus de concentration de la presse française entre quelques mains. Les salariés, quant à eux sont vendus avec les murs et avec les meubles. Les sections CFDT protestent contre ces pratiques ; elles exigent la négociation et la conclusion rapide d'un accord pour obtenir la garantie de l'emploi et des avantages acquis pour tout le personnel, la garantie du maintien des titres et de l'autonomie des rédactions. Pour appuyer ces revendications, la CFDT a l'intention d'organiser une rencontre des sections du groupe Pierre Charron avec les délégués des autres entreprises du groupe Hachette.

TRANSPORTS GRATUITS

Aujourd'hui l'URP CFDT et les comités de chômeurs de la région parisienne appellent à une manifestation à 11h 30 au métro Saint-François Xavier pour obtenir la carte orange gratuite pour les chômeurs et payée par les employeurs pour les travailleurs. Cette manifestation est le point fort d'une campagne que les comités de chômeurs ont commencé depuis plusieurs mois et qui a pris la forme de pétitions signées par des milliers de chômeurs devant les ANPE (et qui doivent être aujourd'hui portées à la Préfecture de région), et par plusieurs actions dans le métro (tracts et affichages dans le 15ème arrondissement, pétition à Paris-Centre). Mais les reports successifs de cette initiative, et le peu d'empressement des directions syndicales à la coordonner, fait qu'elle a été très peu prise en charge par les travailleurs et leurs sections syndicales (sauf dans quelques cas, comme à la RATP-Bourdon où une action a été menée par les sections syndicales CGT-CFDT, et les comités de chômeurs CGT et CFDT de Paris-Centre). Pourtant une réelle campagne

de masse, réunissant les comités de chômeurs et les sections syndicales est possible ; d'abord parce que la gratuité ces transports est une revendication très populaire parmi les chômeurs dont l'immense majorité a signé la pétition, ainsi que parmi les travailleurs qui réclament depuis longtemps la carte unique de transport payée par les patrons, et pour lesquels l'apparition de la carte orange a renforcé l'idée que c'est possible.

La revendication des transports gratuits pour les chômeurs est d'autant plus mobilisatrice qu'un certain nombre de victoires partielles ont été obtenues : transports gratuits à Toulouse, Grenoble, Caen, Douai, trolley gratuit une fois par semaine à Sassenage, carte orange en partie remboursée à Saint-Germain en Laye...

A Paris, l'obtention de la carte orange gratuite ne dépend pas de la bonne volonté d'une municipalité, mais elle se heurte directement au pouvoir central et réclame donc un rapport de force très important, une mobilisation massive des travailleurs et ces chômeurs.

Accident de Taillefer

L'ARMEE EST COUPABLE

Lundi 21 juin, à 17 h, à la Bourse du travail de Grenoble s'est tenue une conférence de presse de la commission d'enquête civile sur l'accident du Taillefer qui coûta la vie à trois soldats du 6^e BCA, le 7 avril 76.

L'autorité militaire a développé la thèse de la fatalité. Des soldats du 6^e BCA et le comité de soutien aux soldats et militants inculpés ou emprisonnés ont appelé à la constitution d'une commission d'enquête civile. Celle-ci comprend : des avocats (dont un représentant du Syndicat des avocats de France), le Syndicat des guides, le Comité de soutien aux soldats et militants emprisonnés ou inculpés, LCR-SFOI, OCR, PSU, CAM, CDA, IDS, CLO, inorganisés, sections syndicales CFDT-Communales, Polygone, Codas, SNCS Polygone) LO, OCI, CFDT et FEN (observateurs).

Après un travail de deux mois et demi, la commission d'enquête civile est arrivée à un certain nombre de conclusions et de questions dont elle fait part :

— **conditions climatiques de l'accident** : elles avaient justifié de nombreuses mises en garde officielles (bulletin d'enneigement, accidents mortels les jours précédents, etc).

— **itinéraire suivi** : avalancheux, non prévu sur les cartes

— **formation montagne des appelés** : formés seulement à des randonnées de ski normales.

— **compétence de l'encadrement** : aucun ordre de mise en marche des émetteurs individuels (détection donc difficile)

— **aucun appel aux secours locaux** (ils sont donc arrivés avec deux heures à quatre heures de retard), affolement de l'encadrement empêchant les recherches (neigé piétinée).

Les éléments que la commission d'enquête a apporté sur ces points amènent à penser que cet accident était prévisible, que la hiérarchie militaire en est très gravement responsable.

C'est aussi l'avis de la famille d'un appelé décédé, qui a porté plainte. D'autre part l'UL-CFDT a fait une déclaration critiquant le mépris de la vie humaine, l'absence de droits d'expression et d'organisation des soldats et réclamant des CHS dans les casernes. Elle s'est engagée à mener un travail de sensibilisation sur les problèmes de la sécurité dans les usines et la commission d'enquête a demandé une entrevue au général Bossard, commandant la division alpine.

Correspondant Grenoble

Reims : la commission d'enquête contre le silence de la hiérarchie militaire



Le colonel interpellé par des membres de la commission d'enquête.

SUITE ET PAS FIN

C'était une occasion à ne pas rater. Le 1^{er} GC de Reims et son colonel, celui qui se permet de bafouer les « règlements » militaires et d'infliger 120 jours d'arrêts à un soldat, organisait le week-end dernier des journées portes ouvertes.

Côté jardin, la maigre assistance pouvait se rendre compte de la valeur de l'armée et de son matériel bien français. On est paré pour tout danger venant de l'Est rouge.

Côté cour, c'est l'emprisonnement de six soldats accusés d'être membres d'un comité de soldats et d'être les auteurs de la conférence de presse de novembre dernier. C'est l'obligation pour les bidasses de se transformer en hommes sandwichs de l'armée française.

Musique, photos, boissons, tout y était pour que la population se rapproche de l'armée et la comprenne.

Mais la commission d'enquête était venue aussi. Un conseiller général (PS), des universitaires (doyens et profs), la CFDT et les antimilitaristes étaient venus demander des éclaircissements au colonel Grenouilleau sur les conditions d'arrestation, de détention des soldats emprisonnés.

Les premières démarches (lettres) n'avaient donné qu'un renvoi devant

les autorités supérieures et, comme Bigeard n'avait pas eu le temps de répondre...

On a très vite compris que ce serait un dialogue de sourds. Attendue à la caserne, y compris par les RG, la délégation après une entrée et une courte visite remarquée essaya de poser les véritables questions au commandant du 1^{er} GC. Peine perdue ! se retranchant derrière l'obligation de réserve, le colonel ne voulut à aucun prix entamer le débat, même s'il proposa de faire un petit tour de la caserne en sa compagnie.

Ainsi, on a pu se rendre compte de la véritable signification de la journée « portes ouvertes » et du mépris et de la peur de la hiérarchie militaire pour un véritable éclaircissement des faits.

Nullement découragée elle savait fort bien ce qui l'attendait, la commission entend continuer son enquête. Lettres aux députés, au ministre, tous les moyens légaux seront utilisés.

Le silence de la presse locale est un obstacle pour la commission. Après plusieurs communiqués jetés au panier, la commission se propose donc d'aller faire un petit tour du côté de l'Union. Une affaire à suivre.

Correspondant Reims

Colorants alimentaires

MEFIEZ VOUS DU ROUGE...

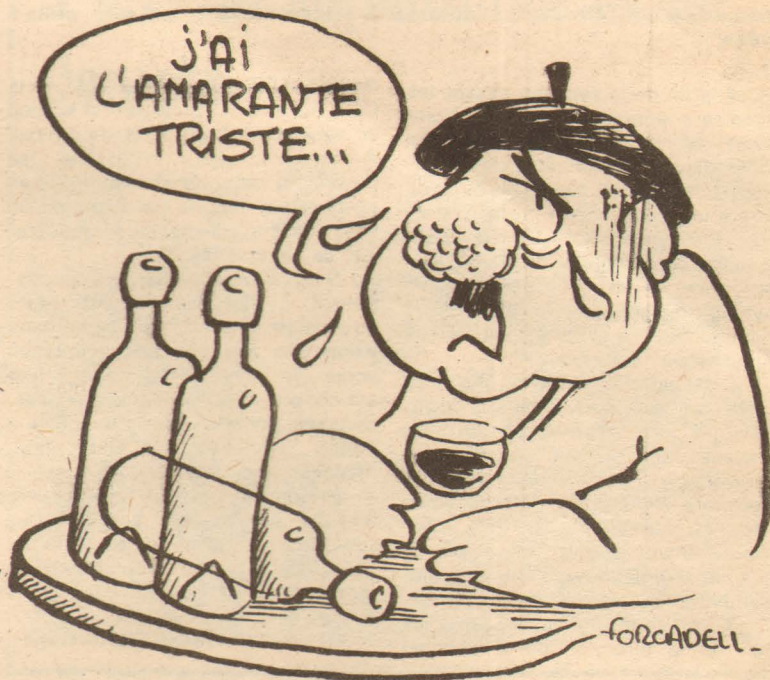
La « pie qui chante » et « Kréma » avaient refusé de participer à l'émission d'Anne Gaillard sur France Inter mardi matin. Ce n'était que prudence de leur part, car les confiseurs en ont pris un coup dans une discussion qui s'est bien vite centrée sur la liste des colorants suspects ou dangereux publiés par *Que choisir* ? en décembre. Cette liste a aidé à promouvoir une campagne de boycott et abouti à l'obligation d'étiquetage. Cette liste a aidé à promouvoir une campagne plus vaste qui a permis d'imposer l'étiquetage des colorants et l'interdiction de certains, comme l'amarante.

Mais la répression des fraudes ne voit pas au delà de l'emploi ou non des colorants autorisés. Elle n'intervient pas sur les étiquettes alléchantes représentant des fruits dodus, ni sur les mille et une expressions ambiguës du type : « Colorant naturel du fruit », « arôme-fruit », « Yogolo-fraise », qui suggèrent fallacieusement la présence du fruit.

Bien sûr, on peut chausser ses besicles et déclarer, comme le président de l'association des industries agricoles ou la toxicologue présents à l'émission que la liste de *Que choisir* ? a le tort d'établir des catégories absolues sans préciser les doses et les combinaisons. Mais, quand on sait que les délibérations du conseil supérieur de l'hygiène publique sont tenues secrètes, que les industriels font faire des analyses qui ne sont jamais publiées, il faut attaquer juste : les grosses firmes agro-alimentaires, le secret industriel et commercial.

Bons bonbons

Néanmoins, l'émission n'a pas fait apparaître très clairement la différence des produits selon les classes : magasins « diététiques », « épicerie fines », produits



« naturels » hors de prix, s'opposent aux super marchés. L'un des participants fait remarquer que dans les grandes surfaces, les critères du goût, de la valeur calorique sont dévalorisés au profit de ceux de l'emballage et de la couleur, ce qui pose, bien sûr le problème de la nécessité des colorants en liaison avec la structuration du marché et la formation sociale. Mais ce débat n'a été qu'ébauché. Il est aussi apparu très clairement, que la campagne actuelle pouvait être récupérée. « Vous vous êtes fait votre publicité », a-t-elle déclaré à l'un des deux industriels présents à l'émission, fabricant de bons bonbons et patron fair play. Ce fabricant a d'ailleurs dit très franchement : « Nous avons ce souci du consommateur qui est en définitive un souci marketing ».

Un autre aspect de cette « croisade du consommateur » est

aussi apparu à travers le coup de fil d'une ménagère qui avait une véritable obsession des colorants, une angoisse très grande, surtout vis à vis des petits enfants ; il est significatif qu'il ait été question dans l'émission avant tout de grenadine, bonbons, yogourts, petits pots.

Cela a permis à Anne Gaillard de culpabiliser la femme, en lui disant : « Je suis consternée de la façon dont vous nourrissez votre enfant » (vous donnez trop de glucides). Il y a là un risque de perpétuation et de renforcement sous des formes nouvelles de la relation individuelle de la femme à son enfant, à ses tâches ménagères, à son rôle de mère nourricière, à la moralisation de ses tâches et de son rôle.

C'est pourquoi seule une vision de ce problème dans le cadre d'une lutte de classe et de femme permet de sortir de ce ghetto : « Consommateur »-« ménagère ».

Madeleine Verdi

Congrès extraordinaire du SNI

LES DESSOUS DES STATUTS

Hier, s'est tenu à Paris, le congrès extraordinaire du Syndicat National des Instituteurs. Heurts de tendance plutôt que débat puisque tout y était joué d'avance. Chacun arrive crédité d'un certain nombre de mandats, sans que le débat des syndiqués, quand il a eu lieu, pèse d'un poids quelconque. Tout le processus des élections bourgeoises a été respecté, tant du côté de l'égalité électorale, que des irrégularités : mise en page tendancieuse des bulletins syndicaux, etc.

A l'ordre du jour : la modification des statuts. Le projet adopté, celui de la tendance majoritaire, Unité Indépendance et Démocratie (UID), proche du PS, part d'un problème réel : la présence d'une catégorie nouvellement créée (le statut de 1969), les professeurs d'Enseignement Général des Collèges (PEGC), dont les revendications ne pouvaient être prises en charge par les structures catégorielles actuelles. Mais les propositions de créer deux syndicats, un pour les PEGC, un pour les instituteurs, à l'intérieur du SNI va bien plus loin qu'un aménagement technique. Elle va considérablement renforcer le corporatisme du syndicat. Pas technique non plus, la proposition de ne reconnaître que la section départementale (plusieurs milliers de syndiqués) comme structure de base, où l'absence de tout regroupement syndical sur la base du lieu de travail, ou

la suppression de toutes références aux AG syndicales, ou l'institution du vote par correspondance à tous les niveaux et à toutes occasions.

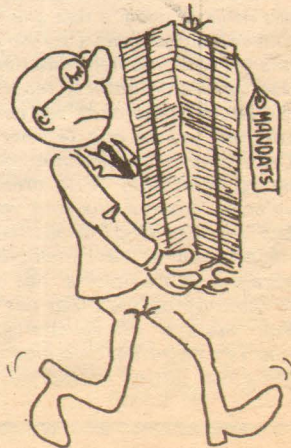
Ces décisions aboutissent à vider le SNI de toute vie syndicale. L'amicalisme devient roi. Par un renforcement des pratiques bureaucratiques, la direction du SNI cherche à se maintenir à tout prix à la tête, à maintenir les travailleurs de l'Education Nationale à l'écart des luttes.

L'autre projet, celui de la tendance Unité et Action, animée par les militants du PCF, n'est guère différent. Si le radicalisme verbal d'U et A dans la FEN s'explique par sa position minoritaire face à UID, dans le supérieur et le secondaire où elle contrôle les syndicats (SNESsup et SNES) ses pratiques n'ont rien à envier à celles d'UID. Ainsi, dans son projet, la manipulation passe par l'atomisation des structures syndicales, prévues très réduites, les syndiqués n'ayant donc pas les moyens de juger l'activité de la direction ou d'exprimer leurs désaccords de façon organisée. Pas étonnant alors qu'U et A ait respecté le cadre imposé au débat par la majorité UID.

Pour les révolutionnaires ces deux projets se valent. Aujourd'hui la FEN n'est qu'un cartel de syndicats, sans vie fédérale, ne reconnaissant aucune structure de base, même dans les établissements où

existent plusieurs syndicats de la FEN. Pourtant l'important n'est pas ce qui sépare les différentes catégories au sein de l'Education Nationale. Cette division permet au pouvoir de désarticuler la FEN en opposant les syndicats de catégories les uns aux autres. Pour s'y opposer, le seul projet cohérent est celui de Fédération d'Industrie présenté par l'Ecole Emancipée. Il propose des structures syndicales pour tous sur la base des « secteurs scolaires ». Il met l'accent sur ce qui unit les personnels de l'Education Nationale. Il privilégie les réponses communes et non les seules réponses catégorielles.

Charles T.



BORDEAUX, LE 20 JUIN : FETE DES FEMMES

FETE OU LE TEMPS PASSE LENTEMENT... TENDREMENT... ETRANGEMENT VITE

Dimanche, sous un soleil de plomb, c'est environ 600 personnes qui se sont rendues à la Fête des femmes organisée par les groupes femmes de Bordeaux et de Bayonne, avec la participation du Planning Familial, de la commission femmes de l'EE, les pétroleuses, Femmes en Lutte, le MLF St Pierre, le Cercle Elisabeth Dimitriev, et le soutien de la LCR et de Révolution !

Les groupes femmes de Bordeaux voulaient faire de cette fête l'expression de tout ce que nous vivons ensemble depuis 2 ans. Nous voulons dire ce que nous avons découvert : la solidarité entre femmes. Nous voulons essayer de montrer ce dont nous discutons : notre vie quotidienne, nos difficultés, notre travail, le problème des enfants, notre sexualité... Enfin, nous, femmes travailleuses, femmes au foyer, étudiantes, syndicalistes ou pas, militantes ou pas, nous voulons dire pourquoi, nous luttons et entraîner avec nous beaucoup d'autres femmes.

Tout en déplorant l'absence de débats de fond avant cette fête entre tous les courants qui y participent, Françoise explique : « nous avons mis sur pied depuis environ deux mois un collectif de préparation uniquement élu par les groupes pour organiser cette fête. Nous avons tenu deux rencontres régionales préparatoires avec Pau, Bayonne et Mont de Marsan ».

- Peux-tu raconter l'histoire des groupes femmes de Bordeaux ?

« Les groupes de Bordeaux sont nés il y a deux ans, après Bièvres, nous avons essentiellement mené deux campagnes : Eva Forest, et la Fête des Mères « dans la rue », mais cette fête est très importante pour nous car elle est la première apparition des groupes femmes réellement prise en charge de façon collective par tous les groupes femmes : par exemple, c'est la première fois que les groupes femmes d'entreprises se sont posés le problème d'écrire et de

distribuer un tract sur leur propre boîte. Ce projet n'a pas pu se réaliser mais c'est la première fois que cela se pose et cela veut dire que nous commençons à nous poser réellement le problème de l'apparition du mouvement...

C'est le premier travail collectif de l'ensemble des groupes et cela nous a permis de nous connaître, de nous rencontrer, de débattre...

- Toutes les tendances de l'extrême gauche vous ont-elles soutenues ?

« Non, le PSU et LO ont refusé car ils considèrent que les groupes femmes ne sont pas représentatifs du mouvement. Cela est dommage car par ailleurs toutes les tendances du mouvement ont réussi à travailler en commun pour cette fête ».

- Avez-vous eu des difficultés pour organiser cette fête ?



« Oui, sérieuses avec la mairie PS de Bas-Cenon ! Nos démolés... Ils nous ont fait poireauter trois semaines pour avoir la salle, avec le mépris le plus total. « Vous, les femmes n'avez rien d'autre à faire - c'est gentil les femmes etc ». Hier encore il nous a fallu deux heures de négociations serrées pour pouvoir disposer de l'ensemble des salles de la MJ ! ».

- Ainsi cette fête fut une réussite ! Panneaux, stands, forum débat, buvette, chants (Maïté Idirin), boîtes en luttés : la SEP et DESSE, discussions passionnantes sur la sexualité que les femmes pouvaient poursuivre dans un forum réservé non mixte, montage réalisé par les groupes etc... participation du GLH voici toutes les activités qui étaient proposées à cette fête... Se retrouvaient, les femmes de Bayonne, de Mont de Marsan, Pau... les 13 groupes femmes de Bordeaux (4 d'entreprises : SAFT Souillac, HP de Picon et de Cadillac ; 5 groupes centraux, le groupe de quartier Saige, trois groupes étudiantes et le groupe enseignantes) tous ces groupes se coordonnant régulièrement tous les quinze jours en AG et en AG tous les mois dans leur local.

La grande attraction de la fête fut le montage « femmes libérées » réalisé par un groupe.

Chantal nous explique : « Nous sommes un groupe de femmes qui fonctionne depuis cinq mois, au nombre de dix. Nous avions envie de faire part de nos différents débats à un cercle plus

large. Ainsi pour la fête, nous avons réalisé un montage audio-visuel intitulé « La femme Libérée ». Pour montrer que nous refusons l'image de la « femme libérée » actuellement véhiculée par la presse, les mecs (même les militants révolutionnaires !), l'idéologie dominante... Dans une première partie du montage, nous montrons quelle est cette image de la « femme libérée » à travers des stéréotypes. Dans une deuxième partie nous avons voulu montrer que cette image ne nous concernait pas, nous aliénait autant que l'image de la femme traditionnelle.

Nous disons que nous ne sommes pas libérés et combien est difficile le cheminement vers la libération, (juxta, difficultés d'expression, problème des maternités; ctraception, avortement...) Le mouvement autonome de femmes nous permet d'amorcer le processus de libération, mais nous pensons que la libération ne peut exister en aucun cas sans changement radical de la société. Ceci a permis d'entamer un débat très riche auquel les femmes présentes ont beaucoup participé et dans lequel elles se sont impliquées.

Il a souvent débordé le thème du montage débouchant sur les problèmes du couple, la remise en cause des structures familiales. En fait, la nécessité d'un mouvement autonome de femmes est apparue limpide... »

Une bonne idée, qui sera peut-être reprise ailleurs...

Vandale.

Pour les crèches

Manifestation mercredi 23 juin à 14h30 devant le ministère de la Santé 8 avenue Ségur 16 métro St François Xavier à l'appel de la coordination région parisienne des associations des parents d'enfants en crèche pour protester contre les mesures Veil les concernant - la remise en cause du service public des crèches - la mensualisation des réglements - réduction du personnel qualifié - admission des enfants en sur-nombre - assouplissement des contrôles médicaux.

Chronique

Mardi après-midi, je me balladais dans mon quartier, je buvais un coup à la terrasse d'un café où il y avait aussi six types de 18 à 20 ans... Je les entendais discuter, des nazillons en herbe ; fatigué d'entendre leurs conneries, je fous le camp. Je passe devant le kiosque où j'achète Rouge. En repartant, je tombe sur l'un des nazillons. Lui : « Tiens, je croyais que ça avait une autre gueule que ça, un Rouge ». Moi : « Pourquoi, ça te dégoûte ? ». Froid polaire. Tout à coup, je me dis qu'il vaut mieux foutre le camp si je veux continuer à bouffer sans dentier. Frayeur ! Les autres sortent du troquet, et ils sont plus nombreux que tout à l'heure, je file. Le mec tente de me retenir par le blouson ; il gueule : « Venez, on va rigoler, c'est un Rouge » ! Les mecs accélèrent et rigolent. Soudain, je me rappelle le temps où je jouais au rugby. Je lui mets une « cuillère » sur l'oreille. Le mec s'éteint aussi, je commence à les semer, mais ils sont tenaces, saloperie de cigarette, je perds du terrain ; il y en a un qui se détache, se rapproche... tout à coup, crissement de pneu, une portière claque : « monte ! ». Je ne cherche pas à comprendre, je monte. Le mec essaie d'ouvrir la porte au moment où on démarre. Il se retrouve sur le bitume. Je regarde mon sauveur : « Salut, je m'appelle S. j'étais dans le troquet et j'ai compris tout de suite, quand j'ai entendu l'autre gueuler, alors je suis venu... ». Nous nous sommes retrouvés chez ses copains, et maintenant, il doit y avoir dix Rouge de plus vendus chaque jour...

P.A. Paris

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE Feuilleton par Bernard Vergnes

Résumé : Benoît, 18 ans, chômeur, pour pas changer. Créteil, les ASSEDIC, et des projets...

Si je vais le redire encore une fois. Ça vous mettra dans le coup.

Benoît, 18 ans, chômeur, Ha, Ha.

Le « Ha, Ha », c'est la note personnelle : Vaut mieux en rire qu'en pleurer. Remarque, le « Ha, Ha », c'est plutôt le domaine des patrons :

« Pardon monsieur, je venais voir si vous auriez du travail pour moi...

— Ha, Ha ! ».

La preuve.

Non, si je dis « Ha, Ha », c'est qu'il y a du neuf...

Oui : Plus chercher de travail, OK.

Mais vivre autrement, oui.

Alors, aujourd'hui, demain, tout de suite.

Le truc ? Sylvie, des copains à elle. Et un projet : Vivre ensemble.

On en recausera.

Alors la forme.

Sauf que.

Aujourd'hui, je reçois une lettre des ASSEDIC.

Gentil, ça.

Non, pas gentil : Pas d'allocations.

Ouh là ! Panique : Téléphone.

« Allo ? Les ASSEDIC »

Non. Pas les ASSEDIC : amuse-toi... quatre coups de téléphone pour les avoir. Alors : Un coup de téléphone. Puis tu sors demander au barman de te rebrancher le truc.

« Oui, mais y'a un monsieur qui attend ».

Bon, le monsieur. Le laisser passer.

10 minutes.

Tu recommences. etc... Donc une heure après.

(Le barman fait la gueule).

— « Allo ? Les ASSEDIC ?

— Oui monsieur.

— Voilà : Je viens de recevoir une lettre qui me dit que...

— Il faut passer nous voir, monsieur. Je ne peux rien pour vous par téléphone.

Bon. Passer. Créteil. C'est pratique... !

Alors pour Créteil, ce sera trois changements, trois ! Métro. Sale gueule.

Créteil.

Ah les mecs ! Ah les mecs ! C'est pas une ville, c'est un décor de la Goldwyn Mayer ! Non, erreur : Manque le lion.

Re-erreur : c'est plus un lion, c'est une statue qui représente une grenade éclatée. A chaque époque ses peurs.

Avant, les lions.

Maintenant, les grenades. Faut dire qu'on en a pris suffisamment plein la gueule, pour en avoir fait le symbole de la peur.

Nous dans mille ans, on fera des statues de matraque...

Bon c'est pas tout, ça, mais faut trouver la préfecture...

Je passe : Une heure de piétinements à Créteil c'est aussi chiant à raconter qu'à subir.

Premier total : Une heure de métro (plus une heure de téléphone) plus une heure de merdouillages en tout genre dans des buildings en tout sens = 3 heures. Et le spectacle continue !

Les bureaux. D'un bureau à l'autre, évidemment. Toc, toc, bonjour monsieur, je viens pour vous dire que... Ah bon, ce n'est pas chez vous que... bon, au revoir-et-merci.

Allez, allez, valsez jeunesse !

Puis le bon, quand même. Oui, une simple erreur.

Oui, c'est cela : Une simple erreur.

Moi je suis un simple d'esprit.

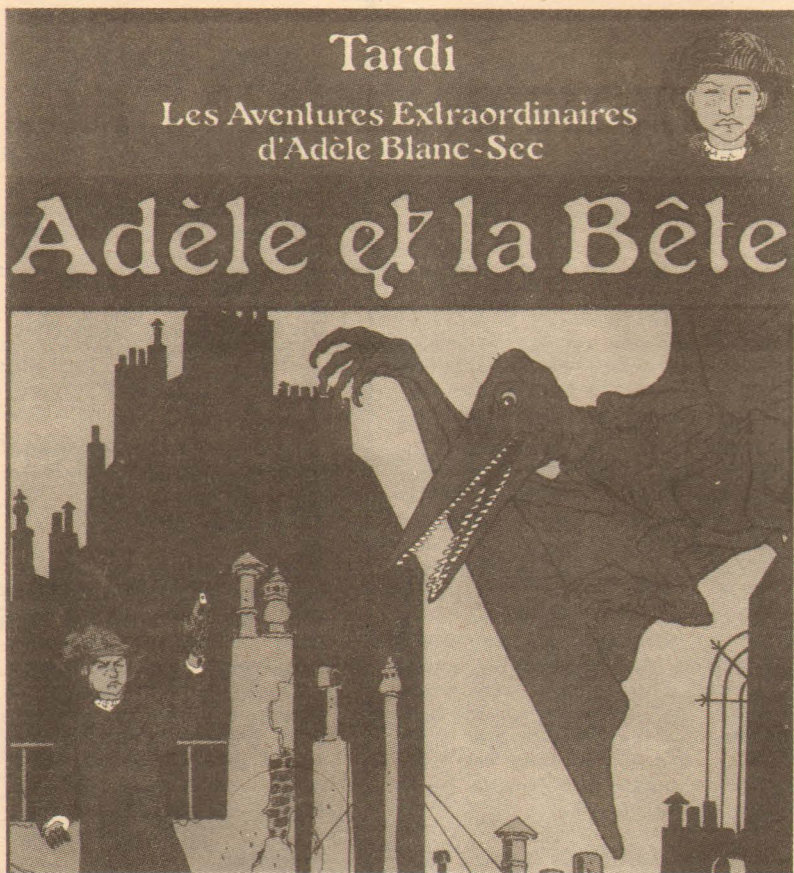
Les ASSEDIC, c'est une simple erreur.

Le chômage, c'est une simple crise.

Et Giscard, une simple maladie, ou déjà la convalescence ?

Non. Le repos du guerrier.

(à suivre)



Le Monde délirant de Jacques Tardi

Le jardin des plantes. Les bâtiments du muséum d'histoire naturelle se découpe sur le ciel clair d'une nuit de pleine lune. Tout est calme, paisible. Le monde mort du musée, les squelettes géants, les fossiles, tout est tranquille. Un bruit pourtant, qui vient d'une vitrine abritant un gros œuf (jurassique, 136 millions d'années).

Un tapotement régulier, l'œuf se fendille. Un bec monstrueux apparaît, puis un corps d'oiseau reptile. Le pterodactyle prend son envol, brisant vitrine et verrière. Il disparaît dans le ciel de Paris. On est en novembre 1911...

En quelques cases Jacques Tardi donne ainsi le coup d'envoi de sa nouvelle série « Les aventures d'Adèle Blanc-Sec ». Deux albums parus coup sur coup : « Adèle et la bête », et « Le démon de la Tour Eiffel ». Il faut les lire, on ne s'y ennuie pas. Ça fait même partie de ce qui se fait de mieux dans le domaine de la bande dessinée actuellement. Un domaine où il se passe pourtant beaucoup de choses intéressantes.

Paris 1911... pour Tardi, c'est le lieu de tous les mystères possibles, des intrigues les plus folles, des complots les plus tordus, des loufoqueries les plus débridées. Dans ce Paris là, on n'est pas vraiment surpris de constater qu'un commissaire de police principal est aussi le Grand prêtre des adorateurs du dieu assyrien Pazzuzu. Un condamné à mort peut y être sauvé en extrême de l'échafaud par un oiseau préhistorique. Des forces obscures peuvent englober les imprudents qui, la nuit venue, se hasardent à traverser le Pont Neuf. Paris 1911 dessiné par Tardi c'est Ponson du Terrail, additionné de Gaston Leroux, saupoudré de Souvestre et Allain, le tout passé à la broyeuse Hallzapoppin.

Joseph se fait défoncer le crâne et Albert me trahit : il est évident que je ne contrôle plus la situation », dit-elle dignement, en ajoutant aussitôt : « Joseph, fais moi couler un bain ». Elle écrit « des bouquins qui se déroulent chez les malfrats » Adèle. Ce qui lui vaut de fréquenter de bien drôle de gens et d'être mêlée à de bien curieuses choses. Cela dit, pour les besoins d'une cause qui n'est que très accessoirement la bonne au sens classique du terme, elle n'hésite pas à organiser certains mystères. Mais le plus souvent elle est sous l'emprise de ceux qui déclenchent des cerveaux encore plus bouillonnants que le sien.

Tardi s'amuse à nous trimballer dans son Paris de rêve qu'il reconstruit planche après planche avec la désinvolture scrupuleuse qui lui est propre. Vent de folie dans le monde des cartes postales de nos grands mères... Car *Les aventures d'Adèle*, c'est aussi un gros morceau de nostalgie délirante. Fait remarquable tardi, à quelques exceptions près (rumeurs sur le rouergue, et quelques bandes de science fiction) situe toutes ses histoires avant la guerre de 14. Comme si les fissures de ce monde prêt à s'écrouler ne demandaient qu'à laisser s'engouffrer des maniaques pas toujours très doux, des farfelus meurtriers. L'humour ravageur qui traverse les minutieuses reconstitutions a un sens précis. En datant précisément ses histoires tardi peut se sentir la



bride sur le cou : tout ce qu'il peut imaginer ne parviendra jamais à égaler en absurdité, en horreur et en grotesque ce qui ne tardera pas à arriver à ces personnages. Quel *savant fou* aurait pu à lui seul imaginer la boucherie des tranchées. Août 14, c'est pour tardi la date limite du délire artisanal.

Mais qui était au fait le soldat inconnu ?

Il s'est d'ailleurs exprimé sur ce point dans une bande qui est sans doute celle où il donne le plus libre cours à son humour vitriolé. « *La véritable histoire du soldat inconnu* », c'est celle d'un poilu agonisant qui revit une dernière fois les fantasmes de sa vie de dernière zone qu'il était dans le civil. « *Tout finit pour moi dans la boue le 10 novembre 1918. Je n'étais pas l'auteur de cette histoire là, mais elle était bien pire que toutes celles que j'avais inventées à grand renfort d'imagination* ». On le sait donc maintenant : le soldat inconnu est un pisse copie obsédé sexuel. Quant à cette guerre qui clot un siècle et ouvre une période historique, Tardi

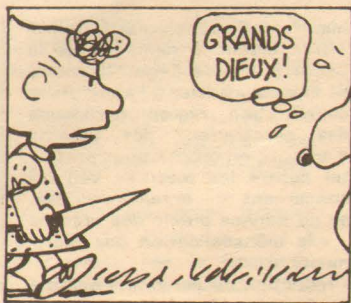
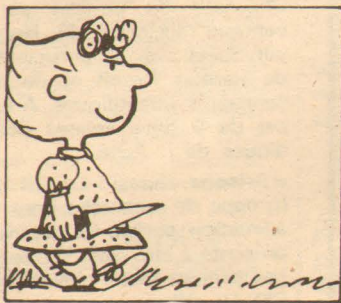
monsieur Schultz et ses Peanuts.

De Marion Vidal. Collection Graffiti. Albin Michel.

Charlie Brown et sa paranoïa galopante, Linus et sa couverture, Snoopy allongé sur sa niche (d'où il peut éventuellement combattre le terrible Baron Rouge quand, brave chien, il se prend pour le légendaire aviateur prussien, as de la première guerre mondiale) et puis Lucy, et puis Schroeder, etc. Les Peanuts, tout le monde connaît. Des gosses, un chien, un oiseau, un décor minimum. Pas seulement une image de l'Amérique : un monde. Une institution aussi.

Marion Vidal décortique tout ça. C'est très savant et, à franchement parler plutôt fastidieux. Les Peanuts passés à la moulinette (ça donne du beurre de cacahouète-peanuts butter—!) de l'analyse universitaire : *brr, gasp and sigh* ! Mais pourtant le livre est un petit chef d'œuvre. Qui a eu l'idée de demander à tous ces dessinateurs bourrés de talent de « voir » les Peanuts à leur manière ? Un livre sur Schulz, sans une seule illustration de Schulz, l'idée est excellente, et le résultat savoureux. Tous ces dessinateurs mettent un malin plaisir à truffer les bandes des Peanuts de ce qui, précisément n'y figure jamais : la violence et le sexe. Autant dire que ça fait des dégâts. Un régal d'agressivité, ... qui est aussi un bel hommage.

J.F.V



© Tardi, 1976 - Inédit

Certains mystères

Au milieu des rebondissements fou-dingues, ballotée mais pas vraiment troublée, Adèle Blanc-Sec mène l'enquête : « On tente de me livrer en pâture aux crocodiles.

Bien des camarades n'ont pas pris notre appel très au sérieux : « on savait que vous auriez besoin d'argent, mais ce n'est vraiment pas dramatique ». Ce n'est pas dramatique, encore, mais c'est grave. Et il faut bien le comprendre.

Voici deux mois nous avons lancé un appel de 150 000 F. Il n'a pas eu d'écho. Nous nous en sommes sortis en négociant nos dettes et en nous engageant pour fin Juin. Ceci ne peut plus être repoussé. Cette dette a augmenté depuis et est encore aggravée par les lenteurs de l'administration qui nous doit 180 000 F. Et si nous ne payons pas nos fournisseurs, nous ne pouvons continuer à sortir.

D'autres camarades nous disent : 400 000 F d'ici début juillet, c'est irréaliste, donc démobilisateur. Nous avons choisi de dire la vérité : il manque 400 000 F. Mais bien entendu, nous ne reposons pas que sur la souscription. Des camarades nous font des prêts. Nous continuons à courir les banques à la recherche d'un crédit. Mais aucune n'a encore accepté et nous sommes donc encore loin du compte. Depuis le lancement de l'appel nous avons reçu 44 000 F de souscription et 81 500 F de prêts.

Mais les emprunts, s'ils nous permettent de dépasser l'échéance de début juillet, ne font que repousser les problèmes. La souscription est notre seule garantie. Il faut l'intensifier. Et de se préparer déjà à la relancer massivement dès les premiers jours de septembre.

POUR ROUGE

ANCIEN TOTAL	202 449,10
Un sympathisant depuis 1967	500,00
Diffuseurs Pau	150,00
Diffuseurs Chartres	178,50
G.B. La Celle St Cloud	200,00
C.G. Paris	250,00
M.C.F. Rueil	100,00
Un groupe élèves Arts et métiers Aix - 240,00	
Militants Paris	5 000,00
Comité rouge Rueil	270,00
Travailleur de Technic	100,00
Diffuseurs Rueil	58,50
A.T. Charleville	300,00
Une sympathisante française égarée au Luxembourg	120,00
B.G. Nancy	150,00
C.O. Gleize	400,00
T.C. Villeneuve d'Ascq	100,00
L.P. Lomme	100,00
Enseignants Chartres	456,00
Groupe taupe Chartres	462,00
Une sympathisante Saint Etienne	200,00
G.T. Renault Billancourt	700,00
L.R. Montreuil	500,00
R.P.D. Talence	200,00
CGT Banques	60,00
G.T. Banques privées	130,00
Diffuseurs 5°/6°	850,00
NOUVEAU TOTAL	214 224,10

DANS ROUGE PROCHAINEMENT, DES INEDITS D'UN AUTEUR TRES CONNU

★ POUR LES VACANCES, ROUGE NE LESINERA PAS SUR LES MOYENS FAITES LE SAVOIR.



a donné sur elle le fond de sa pensée dans une courte série inspirée des « Sentiers de la gloire » de Kubrick. « Un épisode de la guerre des tranchées » est la seule bande non humoristique. C'est aussi un morceau d'antimilitarisme pratiquement sans équivalent dans la bande dessinée.

Ce n'est pas seulement le ton très original de ses histoires (il en est souvent le scénariste) qui donne à Tardi une place à part. Son graphisme très particulier le démarque radicalement de toutes les modes. Il est en tout cas un des rares (avec Giraud sans doute) qui non seulement ne se répètent pas, mais en plus nous surprennent à chaque album. Un trait précis, drôle, qui parvient presque trop facilement à faire oublier un travail sans doute énorme : les brillants coups d'essais des débuts (voir bibliographie) ont été enrichis au moule de l'étonnant exercice de style qu'a été pour Tardi le « Monstre des glaces », cette aventure jules-vernésque traitée dans le style des illustrations de l'édition Hetzel.

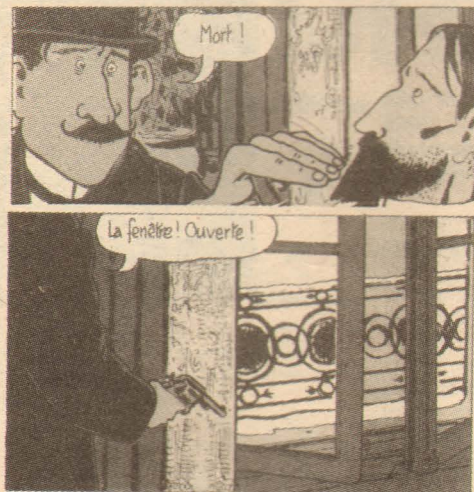
Les aventures d'Adèle Blanc-sec sont l'aboutissement — très momentané — d'un dessinateur en effervescence. Ce qui soit dit en passant laisse planer une inquiétude : Tardi a la fâcheuse manie de laisser ses héros en rade au terme d'un album. Des incursions récentes dans le domaine de la science-fiction (publiées dans Métal Hurlant) laissent penser qu'il a actuellement plusieurs fers au feu. Il serait dommage qu'il laisse tomber Adèle et

son Paris délirant. Ce serait en tout cas nous priver, même si d'autres beaux albums sont à la clé, de biens salubres fou-rires.

Jean-François Vilar

Bibliographie (exhaustive ?) de Jacques Tardi

La fleur au fusil, Pilote N° 743
Adieu Brindavoine, Dupuis, 1974
Le Démon des Glaces, Dupuis 1974
La véritable histoire du soldat inconnu, Futuropolis 1974
Rumeurs sur le Rouergue, Futuropolis 1975
Un épisode de la guerre des tranchées, Libération 1975
Adèle et la bête, Casterman 1976
 ... et des bandes de SF dans *Métal Hurlant*



Parmi les dernières parutions

En vrac. On ne prétend pas être exhaustif (on ne reçoit pas tout à Rouge, et comme les BD coûtent cher on n'a pas eu les moyens de tout lire).

Le dernier Métal Hurlant est encore meilleur que les précédents. Giraud est plus en forme que jamais, au point que ça doit en devenir gênant pour ses petits camarades. Mezière (Valérian, dans Pilote) expérimente un nouveau style qui promet. Il n'y a guère que Druillet qui commence sérieusement à manquer de souffle.

L'album de Loro (qui dessine dans Rouge, lui), « Du vent dans les poils » est bien chouette mais un peu figé. Des planches

très réussies mais des histoires qui manquent un peu de rythme.

Tousse-Bourrin, la revue de BD où dessinent Loro, Loisel Cabanes, Simond et Taffin est en nette amélioration, et l'exposition « Bulles et Bémol sur le canal » était une réussite.

L'Echo des Savanes, après une période de creux reprend de la vigueur. On peut recommencer à l'acheter. Surprise n°3 ne vaut pas mieux que les deux premiers. On n'a rien compris à Grace Kelly, activité sexuelle normale, mais c'est peut-être bon signe!

Côté albums, rappelons que l'événement c'est le nouvel Astérix. Il est sorti.

Dans l'objectif

AIX EN PROVENCE

● La musique dans la rue se poursuit à Aix avec notamment un concert du Cuarteto Cedron à 21 h (ville de Lambesc)

DIJON

● Un spectacle pour les enfants cet après-midi à 15 h : *Les habits neufs du roi*, par le Grenier de Bourgogne.
 ● Et du jazz : Blakey's jazz Hessangers, à 21 h au théâtre de Dijon.

LYON

● Toujours les trois films de la semaine au cinématographe : *Les marx brothers aux grands magasins*, de Ch. Reisner (21 h 50) ; *Ssssnake*, de Léon Kowalski — un titre sifflant (19 h 45) ; et *Le secret de la vie d'Alexandre Withelov* (18 h).

RENNES

● Un film à la Maison de la culture : *The wild bunch (La horde sauvage)* de Sam Peckinpah — 14 h 30, 17 h 30, 20 h et 22 h 30.

BANLIEUE COLOMBES

● La MJC semble terminer sa saison avec la projection

d'*El Chergui* ou *Le silence violent*, de Moumen Smihi. 20 h 15.

MASSY

● Un vieux film qui n'a rien perdu de sa jeunesse ce soir au Centre socio-éducatif (1, allée du Québec) à 21 h : *Le crime de M. Lange* de Renoir, sur un scénario de Prévert. Il fut tourné en 1935, et c'est à l'occasion d'une manifestation qui veut fêter le 40ème anniversaire du Front populaire qu'il sera projeté. Un thème de débat : 1936, un cinéma du Front populaire ?

PARIS

● Un rappel d'abord : Cecil Taylor unit passe à la Mutualité ce soir à 21 h. Les places sont à 30 F.
 ● Un débat ce soir à 18 h avec le renommé auteur de *La bête*, R.V. Pilhes (prix femina 76 pour *L'imprécateur*), qui en profitera pour signer son dernier roman. Tout ça dans une librairie qui porte le nom évocateur de 1984. Ça se passe où ? Dans le 12^e, au 9 rue Pleyel. Un petit mot enfin sur 1984. Ce n'est pas le roman d'Orwell, mais une

librairie qui s'est fixée pour objectif (depuis oct. 75) d'avoir une « intervention sociale, culturelle et politique sur le quartier à tous les niveaux ; aide aux

associations, aux organisations politiques et autres ; point de rencontre et d'échange ». Elle a peu de moyens. Allez y faire un tour.

Requiem pour une maison de la culture : 23/24 juin, gala de soutien au personnel de la maison des arts de Créteil !

Le personnel de la Maison des arts appelle la population à participer massivement au gala de soutien qu'elle organise le mercredi 23 et jeudi 24 juin, afin de soutenir sa lutte contre les licenciements et la liquidation de fait de la Maison des arts. Le programme de gala débutera à 18 H 00 (les deux jours). Programme chargé. Jugez-en.

Mercredi : Jean Roger Caussimon, Pierre Barouh, Jazz non-stop, Daniel Humair, Michel Portal, Martial Solal, Bernard Luba, les ménestriers, etc.
Judi : Jacques Bertin, Imago, Gwendal, Higelin.

La participation (minimum) est fixée à la modique somme de 10 F. Précipitez vous, pour louer vos places, sur votre téléphone et faites le 889 94 50.

Par la même occasion, le personnel appelle les usagers et les associations cristolliennes (Créteil) à adhérer au comité de soutien aux travailleurs de la Maison des arts et de la culture de Créteil, dont la première réunion se tiendra le jeudi 24 juin à 18 H 30 dans les locaux de la MAC.

Pour tous contacts : Marthe Dobieski, 116, av la Ferrière, Créteil. Tel : 207 64 79.

télévision



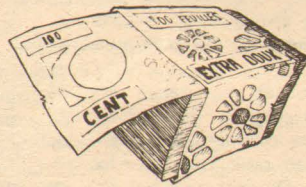
- 12.10 Réponse à tout
- 12.25 Valéry chez les Anglais
- 13.00 Journal
- 13.40 Les visiteurs du mercredi
- 17.30 Sébastien parmi les hommes
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.30 A la bonne heure
Le prix d'un jean
- 19.05 Château Espérance
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
les médicaments
- 20.00 Journal
- 20.30 L'Ane et la rose
Les réactions d'une communauté villageoise face à une occupation par une armée étrangère
- 22.00 Pleine page
Emission littéraire, le sommaire n'est pas passionnant
- 23.00 Journal



- 13.35 Programmes régionaux
- 14.00 Les après-midi d'A2
A 14.05, l'émission. Aujourd'hui Madame, commence par un débat sur la virginité en 76, avec Michèle Perrein, Michel de Saint Pierre ! et un ethnologue
- 18.00 Philibert la Fleur
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.35 L'homme de fer
- 21.35 C'est-à-dire
Magazine d'actualité tourné en direct avec la participation d'un grand témoin
- 23.05 Journal



- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
L'épiscopat illustre l'amour !
- 20.00 Au fil du Rhône
- 20.30 Un été à Vallon
Un film télé de Jean-Daniel Simon
Un petit village de l'Ardèche et les problèmes posés par l'invasion des touristes en été
- 22.00 Journal



ABONNEMENTS D'ÉTÉ

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.
 Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
 — Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
 — Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
 — Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécuter et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE : RUE
 N° VILLE
 CODE POSTAL N° DE LA BANDE D'ENVOI
 PERIODE CHOISIE : Du Au
 TARIFS : 15 jours 1 mois 2 mois
 FRANCE 20 F 40 F 60 F
 ÉTRANGER 33 F 65 F 100 F
 AVION : écrire au journal



UN AN AUX BAUMETTES

marqué pour la vie ...

*Un peu de LSD,
une loi-Marcellin qui
donne carte blanche aux flics
une indiscretion et tu « tombes »
à l'heure du laitier...*

365 JOURS DANS LA MAISON DES MORTS

Q. Pourquoi as-tu été arrêté ?
R. Pour toxicomanie. Grâce à une loi de Marcellin, les flics peuvent rentrer chez toi à n'importe quelle heure du moment qu'ils pensent trouver des stupéfiants. Ils sont arrivés à cinq heures du matin. J'étais sous LSD et je me suis battu avec eux. J'ai passé deux jours en observation à l'hôpital des toxicos de Marseille, puis j'ai été transporté à l'Evêché, pour l'instruction : ça a été les questions : « qu'est-ce que tu fais dans la vie, pédé ? » Puis on m'a enmené devant le juge Saurel, connu pour être un dur, il s'occupe aussi des militants politiques. Puis j'ai été transporté à la prison-hôpital des Baumettes, on m'a désintoxiqué pendant quinze jours avec des somnifères qui me faisaient dormir toute la journée, et aussi des *Ranxène*, du valium. C'était les matons qui nous forçaient à prendre des doses.

Puis, j'ai été transféré au bâtiment A, celui des majeurs en prévention. Il y a là 1 000 à 1 500 détenus sur quatre étages : des filets sont tendus dans les escaliers pour éviter-squicides, il y a des rondes de matons toutes les heures, des judas dans les cellules. On est trois par cellule pour quatre mètres de long sur trois de large, avec des lits superposés.

Q. En quoi consiste la journée du prévenu ?

R. Le matin on se réveille à sept heures, au son de la cloche. On s'habille, on range nos lits. Vers huit heures, la gamelle arrive avec le petit déjeuner : du lait qui est de la merde et du café qui est du jus de chaussette et un pain d'environ 400 grammes qui est frais une fois tous les trois mois. On a droit à une plaquette de beurre de dix grammes le dimanche.

Après la journée se passe en cellule, toujours pareille. Tu as droit à une heure de promenade : descendre dans une cour qui fait dix mètres de côté. On doit marcher de long en large, on peut discuter, mais on doit rester les mains dans le dos et marcher le long du mur. Après tu remontes en cellule, il n'y a plus qu'à attendre le repas. Les menus sont toutes les semaines les mêmes. La journée s'écoule lentement, tu n'as rien à faire, et il ne faut pas faire de bruit dans les cellules. L'électricité est coupée le soir à dix heures. Tu as droit aussi à une heure de parler par semaine. Les seules personnes qui ont le droit de venir te rendre visite, c'est ton avocat, tes parents ou ta femme, si tu n'es pas marié il te faut un certificat de concubinage pour voir ta copine. Le parler, c'est un box séparé en deux ou trois vitres : aucun contact possible avec la personne qui te rend visite, il faut parler fort pour se comprendre et des micros mouchardent la conversation à un maton qui l'écoute quand il en a envie.

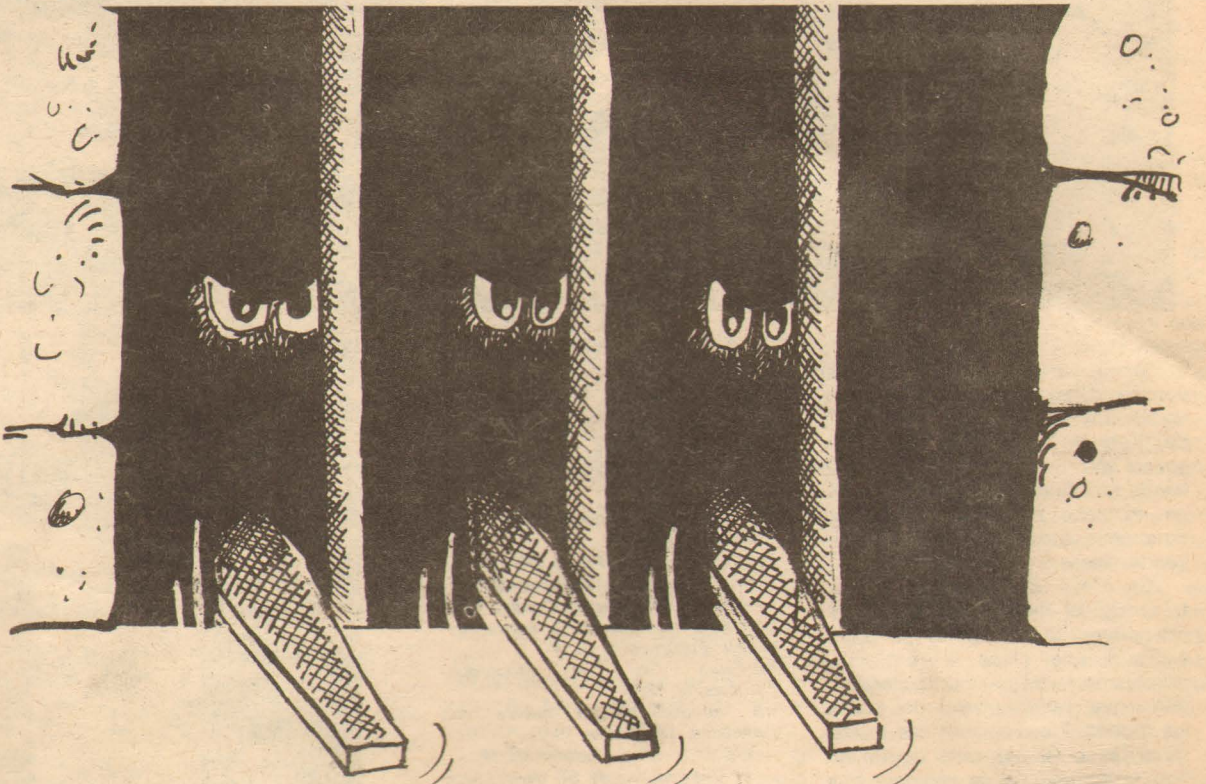
Cela, ce sont les conditions de détention des prévenus : jusque là la loi dit que tu es présumé innocent !

Des centaines de prévenus passent par là des mois alors qu'ils seront relaxés à leur procès, à moins qu'ils soient condamnés pour le

principe à la peine qu'ils ont déjà accomplie en préventive. Cette méthode fréquente est un moyen de cacher les fréquentes bavures.

Q. Et le procès ?

R. Ceux qui n'ont pas les moyens de se payer un avocat s'en voient nommer un d'office par le juge d'instruction. Ceux là les défendent mal en général, ce sont le ppuuvent des avocats en stage qui n'ont pas achevé leur formation et qui font leurs premières armes avec toi. En principe ils ne doivent pas te faire payer, mais c'est une tradition de leur donner quelque chose. Les seuls rapports que j'ai eu avec le mien ont été des rapports de fric ; je lui ai donné cinquante mille balles. Ça n'a pas servi à grand chose : tout ce que disait le juge d'instruction était parole d'Evangelie pour lui, tout ce qu'il a su dire au procès c'est : « regardez les, ce sont des loques, ils arrivent à peine à parler, épargnez-les ». Puis c'est la condamnation, tu es ramené aux Baumettes et tu vas quitter tes habits civils, changer de bâtiment, et commencer à compter les jours.



d'autres maladies de peau dues à la bouffe. L'hôpital prison est réservé à ceux qui sont vraiment très mal en point.

Q. Et le moral ?

R. Il y a beaucoup de tentatives suicide. Dans ma cellule, un détenu qui a tenté de se suicider en utilisant les débris d'une ampoule électrique pour s'ouvrir les veines. Les matons ont mis longtemps à venir alors que nous frappions contre la porte. Ils ont traité notre copain en simulateur, c'est d'ailleurs comme

C'est quelque chose de très calculé, mis au point pour briser ceux qui ne sont pas d'accord avec ce qui se passe ici. Il y en a. La révolte n'est pas politisée. Il y a beaucoup de fils d'ouvriers, une sorte de sous-prolétariat, dès qu'il est condamné n'a plus qu'à continuer dans la délinquance. Ceux là vont au cachot pour n'importe quoi.

Q. On a parlé d'une révolte aux Baumettes ?

R. Cela se passait avant que je rentre à la prison. Il n'y a pas eu de

damnés pour homosexualité sont isolés dans un bâtiment spécial, ils ont une cour spéciale de promenade, et ils sont seuls dans leur cellule.

Dans cette situation complètement frustrante, la femme devient un objet sexuel de rêve, un simple trou. Tu penses à une femme, il faut la caresser, tu t'en forges une idée à ta guise, il faut vraiment faire l'amour quoi, il n'y a que ça dans ta tête. Les types ne parlent que de ça, ils racontent n'importe quoi, c'est à

*Ils l'ont trainé dehors jusqu'à l'ascenseur
par les pieds, ils l'ont recousu à vif sans
stériliser l'aiguille...*

Q. Que se passe-t-il une fois la condamnation tombée ?

R. Tu quittes tes habits civils pour passer une sorte de bleu de chine dégueulasse qui ne sert qu'à t'humilier, tu changes de bâtiment. Les conditions de détention sont les mêmes, à part que tu n'as pas d'eau chaude.

Q. Est-ce que tout le monde peut travailler ?

R. Sur les 1 500 détenus du bâtiment B, environ 200 travaillent pour des firmes qui emploient la main d'oeuvre pénitentiaire parce qu'elle est bon marché et n'a aucun droit. Mais pour travailler, il faut être sélectionné, avoir un métier. Moi, au bout de sept mois de cellule, j'ai demandé à travailler pour en sortir, mais comme j'étais condamné comme toxicomane, cela m'a été refusé. Au travail, les conditions ne sont pas trop mauvaises, tu es rémunéré sur la base du SMIC, mais l'administration te retient une partie du salaire.

Q. Comment est la prison ?

R. La maison d'arrêt compte deux mille hommes, il y a en plus les femmes et les mineurs, les prévenus. Il y a un double mur d'enceinte, des gardiens et des chiens, des barreaux, des grilles : il n'y a jamais eu d'évasion des Baumettes. Si, le seul qui ait réussi, c'est un type qui est passé sous une benne à ordures, c'était Pierrot le Fou.

Q. Et les conditions de santé ?
R. Il y a beaucoup de maladies, notamment la gale du pain et

ça qu'ils voient les suicides en général. Ils l'ont trainé dehors jusqu'à l'ascenseur par les pieds, ils l'ont recousu à vif sans stériliser l'aiguille, il s'est d'ailleurs fait engueuler par le médecin qui a dit devant lui « la prochaine fois ne me prévenez pas pour ce genre de type ». Après quoi ils ont mis le détenu au cachot, comme après tous les suicides. Ils nous ont fait ramasser le sang avec des pelles, ils ont laissé des draps ensanglantés pendant une semaine, l'odeur a rempli la pièce. Après nous avons été envoyé au cachot pour le nettoyage de la cellule. Le cachot est une pièce toute noire, plus grande qu'une cellule, où il n'y a qu'un petit lit en béton. Les murs sont nus et la seule lumière naturelle vient d'un minuscule vasistas grillagé. La journée se traîne à ne rien faire. Si tu es prévenu, tu passes des habits disciplinaires ; toi le supposé innocent, tu peux te retrouver au cachot parce que tu trouves que la bouffe est mauvaise par exemple.

A la fin de la journée, le maton te passe une vulgaire paillasse et tu peux dormir. Le camp disciplinaire est éloigné des autres bâtiments, ce qui fait qu'il peut se passer n'importe quoi sans qu'on l'entende. Au bout de deux ou trois jours là, tu deviens fou.

On dit aussi qu'il existe à la petite Baumette, prison pour les mineurs, un cachot nommé « le Jésus » où les mineurs sont attachés au sol en croix pendant 24 ou 48 heures.

révolte, mais une grève des matons pour réclamer plus de répression. Alors les CRS qui sont casernés tout près sont venus les remplacer. Ils distribuaient la bouffe : ils étaient trois, ouvraient la porte harnachés en tenue de combat. Tous ceux qui ont râlé, le soir même, les flics sont venus leur casser la gueule.

Q. Qu'est-ce que tu peux faire en prison ?

R. Si tu ne travailles pas, tu peux faire des maquettes, des dessins, écrire, mais tu n'as pas le droit de le sortir de la prison quand tu es libéré. Tu es fouillé à la sortie. Moi, j'aurais aimé sortir ce que j'ai écrit, mais ce n'est pas une préoccupation importante à l'intérieur. Je ne pensais qu'à une chose, toute la journée : profiter du système de remise de peine. Le reste est secondaire. Il y a de quoi devenir fou, les journées se ressemblent de la première à la dernière. Je ne sais ce que je ferais si jamais j'y retourne, je pense que je me suiciderais.

Q. Et la sexualité ?

R. Les types s'abonnent aux revues de cul. La sexualité consiste à se masturber, puisque tu es coupé de tout contact physique avec l'extérieur. La misère sexuelle c'est une des méthodes de la prison. Moi, je me suis masturbé pendant un an, les rapports homosexuels c'est plutôt mal vu. C'est peut-être dans les sections où il y a les condamnés à de lourdes peines que l'homosexualité est la plus importante. Mais par ailleurs les con-

qui racontera la plus belle histoire.

Q. Et la sortie

R. Puis quand tu sors, dès que tu vois la première fille dans la rue, tu as le vertige, tu ne sais plus quoi faire ou penser. Tu ne peux plus avoir de relation amicale avec une fille pendant un moment, tu ne penses à elle que pour faire l'amour. Lorsque tu sors, de toute façon tu es fébrile. La rue te sautes au visage, tu n'es plus habitué. Mais à force d'apprendre à marcher les mains dans le dos et en rasant les murs, je continue... je ne peux plus supporter les lieux fermés ; il y a encore peu de temps je ne supportais pas les grands magasins. Quand tu rentres là, tu es sors marqué pour la vie. Soit tu es brisé, soit tu hais terriblement les juges et les flics, quelque chose de profond, d'enraciné...

